

صلى الله عليه وسلم

Guide Arts et Spectacles

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14407 - 6 F

JEUDI 23 MAI 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Etat d'urgence et report des élections à la mi-juin

L'assassinat de Rajiv Gandhi accroît les menaces qui pèsent sur l'unité de l'Inde

Modèles étatiques en péril

AU-DELA de leurs spécificités, la plupart des crises récentes qui viennent d'ébranler l'ordre mondial, posent une question fondamentale : la modèle étatique généralement considéré comme une norme acceptable, qu'il ait été forgé par l'Occident ou par feu le « socialisme réel », est-il capable de fonctionner dans un nombre de plus en plus grand de situations. C'est évident en URSS, quoi qu'en disent ceux qui ne songent qu'à « eider M. Gorbatchev ». C'est évident dans plusieurs pays d'Europe centrale, à commencer par la Yougoslavie : la disparition de la dictature et de la peur qu'elle engendrait fait partout revivre les vieilles haines, ravivées par des prétendants cicatrisés, interdit des coexistences que la raison imposerait pourtant.

L'interrogation ne vaut pas que pour notre Vieux Continent. La fuite peu glorieuse du colonel-président Mengistu, mise en échec par les maquisards érythréens et tigréens, consacre l'effondrement d'une volonté centralisatrice trop longtemps fondée sur le dogme sacro-saint de l'intangibilité des frontières issues de la décolonisation. Même si, dans le cas de l'Erythrée, l'annexion a été proclamée dans l'indifférence quasi générale, en 1962, par la Négus. La leçon vaut pour de nombreux autres pays africains, à commencer par le Soudan, en guerre avec lui-même depuis de nombreuses années, et sans oublier la Somalie, dont les populations septentrionales, jadis colonisées par la couronne britannique, ne supportent plus la volonté hégémonique des méridionaux, qui ont, eux, connu la tutelle italienne.

QUELQUES jours avant son assassinat, Rajiv Gandhi lui-même s'interrogeait sur la possibilité de sauvegarder l'unité et la sécurité de l'Inde que les Britanniques appelaient autrefois « et ce n'est pas un hasard » les Indes. Pour tenir compte de ses grandes diversités ethniques et religieuses, ce pays, qui a accédé à l'indépendance dans le sang de la sécession pakistanaise, s'était pourtant doté d'institutions fédérales solides. Elles ne sont manifestement plus à même, aujourd'hui, de gérer une cohabitation tolérable, sinon harmonieuse, entre les divers Etats de la fédération et à l'intérieur de chacun d'entre eux. La situation, déjà dramatique, risque d'empirer après la disparition du dernier représentant de la dynastie Nehru, qui a servi, pratiquement sans interruption depuis l'indépendance, de ciment national.

ETAT-NATION et intangibilité des frontières constituent encore aujourd'hui des sujets tabous pour nombre de dirigeants. On le voit dans le cas de l'URSS, de la Yougoslavie. On l'a vu il y a quelques semaines dans le cas de l'Irak. On risque de le voir bientôt dans le cas de l'Ethiopie et peut-être de l'Inde. On doit pourtant se demander combien de temps — et surtout à quel prix — un tel modèle, qui a fait le meilleur de tant de peuples sans leur apporter quelque bien-être, devra être considéré comme une évidence incontournable.

La mort, dans la soirée du mardi 21 mai, près de Madras, de l'ancien premier ministre indien Rajiv Gandhi a suscité la consternation dans le monde. L'assassinat du chef du Parti du Congrès-I, tué par l'explosion d'une bombe avant une réunion électorale, n'avait toujours pas été revendiqué mercredi en milieu de journée. Les autorités ont reporté les élections législatives au mois prochain. Des funérailles nationales auront lieu vendredi. La disparition de M. Gandhi a accru les menaces qui pèsent sur l'unité de l'Inde.



NEW-DELHI
de notre correspondant

- Lire également —
- L'échec de « M. Propre » par PATRICE DE BEER
 - Les réactions dans le monde
 - L'intervention indienne à Sri-Lanka
 - Le 31 octobre 1984, Indira, déjà... pages 6 et 8

L'assassinat de Rajiv Gandhi, selon l'hypothèse la plus souvent avancée mercredi, a été perpétré par un commando-suicide. Une quinzaine de personnes, notamment des gardes du corps et des responsables de son parti, ont également trouvé la mort.

Le fils d'Indira Gandhi a été tué alors qu'il poursuivait dans le sud du pays une série de rassemblements politiques dans le cadre de la campagne pour les élections

législatives. La première journée de vote avait eu lieu le 20 mai et devait être suivie par deux autres, les 23 et 26 mai. Le scrutin a été reporté à la mi-juin tandis qu'un deuil national d'une semaine était décrété.

L'Inde, mercredi matin, était frappée de stupeur et de colère. Celle-ci est encore aveugle, et c'est bien ce qui fait peur. La mort du chef du vieux Parti du Congrès-I, symbole de légitimité et de stabilité, fragilise tout l'édifice de la société civile.

LAURENT ZECCHINI
Lire la suite page 8

Ethiopie : l'espoir en pointillé

Le départ de l'ancien président Mengistu renforce les chances d'un dialogue avec les rébellions de l'Erythrée et du Tigré

La fuite du « Négus rouge » — qui devait arriver au Zimbabwe, mercredi 22 mai, selon des sources autorisées — n'a suscité qu'un enthousiasme modéré, tant chez les rebelles de l'Erythrée et du Tigré que dans la population d'Addis-Abeba. Les capitales occidentales se sont, en revanche, ouvertement félicitées du départ de l'ancien chef de l'Etat. Les Etats-Unis, qui présideront l'ouverture des négociations de paix, lundi 27 mai, à Londres, estiment que « la porte est maintenant ouverte pour la réalisation de la paix et de la démocratie » en Ethiopie.

ADDIS-ABEBA
de notre envoyé spécial

Le départ du président Mengistu, annoncé par la radio nationale, mardi 21 mai, a fait plus de bruit dans les milieux diplomatiques que dans les rues de la capitale. Mise à part une présence militaire discrètement renforcée aux abords des points stratégiques, personne n'aurait pu deviner, au cours de la journée, la moindre trace de liesse ou d'inquiétude parmi les habitants. Ces derniers, coincés dans de longues files d'attente devant les stations-service ou les magasins d'alimentation, avaient manifestement d'autres chats à fouetter que de s'intéresser à un

remaniement à la tête de l'Etat, même s'il touchait le numéro un du régime. L'immense Mercato — un des plus grands marchés d'Afrique — bourdonnait d'activité, comme à l'accoutumée, et les rues charriaient leur flot habituel de voitures, sous la oco moins habituelle surveillance des policiers, postés à chaque carrefour.

Sur la place Megabit, à deux pas de l'université, le portrait de l'ex-« camarade-président » traîne toujours la foule. Dans les bureaux du ministère de l'Information, les fonctionnaires, importunés, continuent à travailler sous la photo du chef de l'Etat déchu.

JEAN HELENE
Lire la suite page 4

Le Maghreb à l'épreuve du sida

Les pays d'Afrique du Nord ne sont plus épargnés par l'épidémie page 16

Démission du directeur de la musique

M. Michel Schneider était hostile à la malvue page 34

Le porc européen et la « Nagoya-connection »

L'un des nombreux contentieux entre la CEE et le Japon page 31

EDUCATION • CAMPUS

Hussards de l'intégration

Les premiers enseignants d'origine maghrébine ou portugaise arrivent dans les classes. Parcours exemplaires.

Les sept travaux de M. Jospin
Reconduit à son poste, le ministre de l'éducation nationale va devoir trancher les dossiers instruits depuis trois ans. pages 13 à 15

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 42

— Lire également —

- Un nationaliste sans scrupules par JACQUES DE BARRIN
- Une opposition aux multiples visages par CATHERINE SIMON
- Des dizaines de milliers de réfugiés en quête de pain et de paix par ROLAND-PIERRE PARINGAUX
- Israël est inquiet pour les falachas par ALAIN FRACHON pages 3 et 4

La déclaration de politique générale

M^{me} Cresson veut privilégier l'emploi et l'intégration

M^{me} Edith Cresson devait faire, mercredi 22 mai à l'Assemblée nationale, une déclaration de politique générale, non suivie d'un vote. Le nouveau premier ministre devait, dans son intervention, insister sur les aspects économiques et sociaux du « nouvel élan » que souhaite le président de la République, en se donnant deux priorités : l'emploi et l'intégration.

L'opposition s'apprête à accueillir sans concession le discours de M^{me} Edith Cresson, bien que M. Valéry Giscard d'Estaing ait appelé ses amis à la modération.

Dans sa déclaration de politique générale, mercredi 22 mai à l'Assemblée nationale, M^{me} Edith Cresson devait mettre l'accent sur la dimension économique et sociale du « nouvel élan » souhaité par le président de la République. Il ne s'agit pas, précise-t-on dans son entourage, d'une rupture avec l'action du gouvernement Rocard, mais plutôt d'accentuer la mise en pratique des idées du chef de l'Etat et d'en accélérer le rythme.

Le premier ministre devait souligner que la situation économique, difficile à l'échelon international et donc aussi pour la France, constitue une menace à la fois pour l'emploi et pour la cohésion sociale. La politique du nouveau gouvernement tendra donc à dynamiser l'économie française, avec deux priorités : développer l'emploi, en particulier l'emploi productif ; favoriser l'intégration sociale.

Sur le premier point, l'action en faveur de l'emploi passe, devait souligner le premier ministre, par le maintien d'un franc fort et, plus

généralement, par le maintien des grands équilibres financiers et monétaires. M^{me} Cresson envisage : « d'augmenter le déficit budgétaire mais de dégager de nouvelles économies sur le budget de l'Etat. Le premier ministre devait affirmer sa volonté d'explorer toutes les possibilités, même si les marges disponibles sont très étroites.

Développer l'emploi productif signifie, devait encore rappeler M^{me} Cresson, orienter, plus que par le passé, les financements disponibles vers l'industrie : les services qui y sont liés, c'est-à-dire, notamment, pour le service de l'industrie. Cet effort de réorientation des flux financiers ne touche pas seulement l'Etat. Il concerne aussi les agents et institutions financières privés et l'épargne des ménages, que le premier ministre voudrait « attirer davantage vers l'industrie ».

JEAN-LOUIS ANDRÉANI
et PIERRE SEVENT
Lire la suite page 11

Un entretien avec le premier ministre yougoslave

Attendu jeudi 23 mai à Paris, où il doit rencontrer M. François Mitterrand, le premier ministre fédéral yougoslave estime, dans un entretien accordé au « Monde », que l'issue de la crise de la Fédération passe par des réformes économiques et la poursuite de l'aide étrangère.

Lire page 2

HERVÉ BAZIN
L'ÉCOLE DES PÈRES
ROMAN

HERVÉ BAZIN
de l'Académie Goncourt

L'ÉCOLE DES PÈRES
ROMAN

JEAN-LOUIS ANDRÉANI
et PIERRE SEVENT

120 F

Editions du Seuil

A L'ÉTRANGER : Algérie, 450 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 26 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KR ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 200 DR ; Irlande, 1,10 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 450 F CFA ; Suisse, 1,90 FS ; USA, 2 \$; USA (Hawaï), 2,80 \$.

DIPLOMATIE

Refroidissement soviéto-américain

Les divergences sur le désarmement conventionnel n'ont pas été surmontées

WASHINGTON
Correspondance

Les entretiens qu'eus mardi 21 mai, au deuxième jour de sa visite à Washington, le général Moïseiev, chef d'état-major soviétique, avec les dirigeants américains n'ont pas permis d'éliminer l'obstacle principal bloquant la ratification du traité de réduction des forces conventionnelles en Europe (FCE).

De nouveau, les Américains ont rejeté les arguments de Moscou, qui demande que quatre unités nouvelles soviétiques et leurs armements (1 100 chars, des véhicules blindés et de l'artillerie) échappent aux réglementations du traité. Les Américains soupçonnent les Soviétiques de tenter de renégocier le traité signé le 19 novembre en vertu duquel l'Union soviétique devrait détruire environ sept fois plus d'armements que l'Occident pour arriver à la parité entre les forces de l'OTAN et celles de l'an-

eien pacte de Varsovie. On souligne au département d'Etat qu'une rencontre Bush-Gorbatchev ne pourra avoir lieu tant que cette controverse ne sera pas résolue.

D'autre part, le département d'Etat a réagi avec prudence à la législation sur l'émigration adoptée par le Soviet suprême. On voudrait obtenir de Moscou des éclaircissements sur l'application, jugée ici trop lente, de la loi, avant d'assurer au Kremlin les avantages commerciaux (clause de la nation la plus favorisée) promis à M. Gorbatchev au sommet de Washington de 1990.

La demande de M. Gorbatchev de participer au prochain sommet des pays industrialisés à Londres est aussi froidement accueillie. Les dirigeants américains excluent que le président soviétique prenne part aux travaux du sommet. Il pourrait tout au plus être invité à prendre le parole, soit avant, soit après les discussions.

HENRI PIERRE

La visite de M. Jozsef Antall à Paris

La France et la Hongrie signeront prochainement un traité de coopération

L'adhésion future de la Hongrie à la CEE et la signature très prochaine d'un accord de coopération entre la France et la Hongrie ont constitué les points principaux des entretiens qu'ont eus, mardi 21 mai à l'Elysée, M. Mitterrand et le premier ministre hongrois, M. Jozsef Antall.

On indiquait à l'issue de la rencontre que le traité de coopération devrait être signé « très vite », peut-être dans un mois à Budapest. Un traité qui, selon M. Antall, ne sera pas seulement formel mais servira à promouvoir concrètement « la coopération et la solidarité » entre les deux

pays. Le premier ministre hongrois a expliqué qu'il avait fait le point des relations actuelles entre son pays et la CEE en rappelant que, déjà, divers accords avaient été trouvés mais qu'il restait des « difficultés concernant les importations de produits agricoles ». Il a répété que, dans un premier temps, il souhaitait que la Hongrie puisse être associée à la Communauté avant d'y adhérer à terme. Le premier ministre hongrois a, en outre, renouvelé son appui au projet de « coopération européenne » lancé par M. Mitterrand ainsi qu'à « tous les efforts d'intégration européenne ». — (AFP)

ALBANIE

La grève générale continue

Les syndicats indépendants albanais ont rejeté l'offre du gouvernement d'augmenter les salaires de 50 % et ont appelé, mardi 21 mai, à la poursuite de la grève générale qui paralyse le pays depuis six jours. La Fédération des syndicats indépendants demande des augmentations de salaire de 50 % à 100 % et l'ouverture d'une enquête sur le sort de quatre militants de l'opposition, fin avril, lors d'une manifestation à Skhoder. Le gouvernement n'a pas évoqué l'ouverture d'une telle enquête, et a exclu les mineurs des hausses de salaires proposées. Les syndicats exigent en outre que les augmentations de salaires ne soient effectuées par la hausse des prix, en cours de libération. — (Reuters)

CHILI

Démocratisation des institutions locales

Prononçant un long discours, mardi 21 mai, lors de la séance inaugurale de la session législative ordinaire, le président Patricio Aylwin, poursuivant la démocratisation du régime, a annoncé à ses compatriotes qu'ils pourront élire l'an prochain les conseils municipaux et régionaux. Le projet de loi déposé à cet effet par le gouvernement sera favorablement accueilli par les parlementaires, la principale parti conservateur, Rénovation nationale, et la majorité présidentielle étant parvenue, après de longues tractations, à un accord sur la démocratisation des institutions locales.

Quant aux réformes constitutionnelles qui figurent dans le programme électoral de la coalition de centre-gauche aujourd'hui au pouvoir, leur approbation « dépendra des circonstances », a prudemment affirmé le chef de l'Etat. En revanche, il a manifesté

A TRAVERS LE MONDE

son espoir de voir promptement réformer la justice, gravement compromise par la passivité dont elle fit preuve sous la dictature. La nécessité de réstructurer et de moderniser l'appareil judiciaire est d'ailleurs admise par tous les partis politiques. Enfin, le chef de l'Etat a réaffirmé sa volonté de combattre le terrorisme, dont la recrudescence « préoccupe la population ». Mais il a tenu à préciser que la répression « ne peut ni na doit être synonyme de barbarie, de torture ou de traitement inhumain ». Une mise au point d'autant moins inutile que des députés ont dernièrement accusé les carabiniers d'exacer à nouveau des sévices aux certains prisonniers. — (Corrasp.)

CORÉE DU SUD

M. Ro Jai-bong, premier ministre, a démissionné

Le premier ministre sud-coréen, M. Ro Jai-bong, a présenté en personne, mercredi 22 mai, à la « Maison bleue » sa démission au président Roh Tae-woo, assumant ainsi la responsabilité de quatre semaines de protestations nationales contre le gouvernement, a annoncé son principal conseiller. Dans un bref communiqué, le premier ministre présente « ses excuses au peuple (sud-coréen) et offre sa démission pour permettre au président Roh de s'occuper des affaires d'Etat ».

Nommé il y a six mois, M. Ro Jai-bong explique qu'il a pris cette décision pour apaiser la crise politique qui agite la Corée du Sud depuis le décès d'un étudiant battu à mort par la police le 26 avril dernier. Le président Roh Tae-woo après avoir dans un premier temps refusé cette démission l'a acceptée. Le chef de l'Etat devrait à présent procéder à un remaniement partiel de son équipe gouvernementale : « Le premier ministre a démissionné, quelques ministres seront changés », a prédit un porte-parole de la présidence. La poste de premier ministre an Corée du Sud a essentiellement une valeur honorifique, mais cette démission est remarquable par sa

portée symbolique pour calmer les tensions politiques. Elle intervient aussi au moment où le Parti démocratique libéral au pouvoir se prépare pour six élections nationales au cours de dix-huit prochains mois, dont celle à la présidence du pays, M. Roh Tae-woo ne pouvant plus se représenter. — (AP, AFP)

ISRAËL

M. Walesa assure que la Pologne ne vendra plus d'armes aux pays du Proche-Orient

Le président polonais, M. Lech Walesa, a assuré, mardi 21 mai, au ministre israélien de la défense, M. Moshe Arens, que la Pologne ne reprendra pas ses ventes d'armes aux pays du Proche-Orient. M. Walesa a demandé par le même occasion l'aide de l'Occident pour reconstruire les usines d'armement polonaises. M. Arens a déclaré qu'il « appréciait l'attitude de la Pologne compte tenu de l'importance de la production d'armes de ce pays ». Le ministre du commerce extérieur polonais, M. Dariusz Ladrowowski, a précisé que son pays avait livré des chars de modèle soviétique à la Syrie et avait été un gros fournisseur d'armes de l'Irak, livraisons interrompues depuis l'an dernier.

Au deuxième jour de sa visite en Israël, le président polonais s'est recueilli à Jérusalem au Mémorial de l'Holocauste, Yad Vashem, dédié aux six millions de juifs exterminés par les nazis durant la seconde guerre mondiale. Il s'est ensuite rendu dans la vieille ville et s'emprunté la via Dolorosa, avant

de se recueillir au Saint-Sépulchre. Puis il a gagné Bethléem pour y visiter la basilique de la Nativité. — (AFP)

KOWEÏT

Report d'un procès pour collaboration

Après l'appel au respect de la justice lancé la veille par le président George Bush, les autorités koweïtiennes ont annoncé, mardi 21 mai, que le procès de vingt-quatre personnes poursuivies pour collaboration avec l'occupant irakien serait reporté au 1^{er} juin afin de laisser à la défense le temps d'étudier le dossier.

Les inculpés, pour la plupart d'origine palestinienne, doivent être jugés en cour martiale pour avoir travaillé au journal *Nidas*, qui était l'organe du gouvernement de Bagdad dans l'émirat après l'invasion. Deux sont poursuivis par défaut. Lors de l'audience préliminaire de mardi, les vingt-deux autres ont tous déclaré qu'ils plaideraient non-coupables.

La justice koweïtienne avait prononcé dimanche des peines d'emprisonnement contre cinq résidents irakiens. Le plus lourde peine — quinze ans — avait été infligée à un jeune homme qui avait porté un tee-shirt à l'effigie de M. Saddam Hussein.

Le France « suit avec préoccupation ce qui peut se passer en Koweït à l'égard des droits de l'homme », a déclaré mardi à Paris M. Daniel Bernard, porte-parole du ministère des affaires étrangères, à propos de ce procès. Il a indiqué que M. Roland Dumas avait abordé cette question avec l'émir lors de sa récente visite au Koweït. — (AFP, Reuters)

RECTIFICATIF. — L'article consacré au remaniement ministériel en Egypte, dans le *Monde* du 22 mai, comportait une erreur due à une homonymie : le surnom de Hitler n'était pas celui du nouveau ministre de la défense, mais celui d'un autre général Tantawi, haut fonctionnaire au ministère de la défense.

PRÉCISION. — A la suite de la publication de l'interview du premier ministre hongrois, M. Jozsef Antall (le *Monde* du 21 mai), les services du premier ministre précisent que la lettre d'invitation au président Iliescu lui a été remise par M. Ferenc Somogyi, secrétaire d'Etat hongrois aux affaires étrangères, et non par M. Antall lui-même.

36 577 Maires de France lui font confiance



Alain TRAMPLIGLIERI, Commissaire Général de MAIRIE EXPO.

MAIRIE EXPO 91 LYON

Un marché de 690 milliards de Francs

Depuis 8 ans tous les Maires sont fidèles au rendez-vous de MAIRIE EXPO, toujours à la recherche d'entreprises partenaires, de fournisseurs, d'innovations. Premier Ministre-Maire, Ministres-Maires, Députés-Maires, Sénateurs-Maires, Chefs d'Entreprises-Maires ou Maires ruraux, on vient à MAIRIE EXPO rencontrer les entreprises fournisseurs, échanger des expériences, visiter la vraie vitrine de la vie communale, nationale et européenne. Ni congrès d'étus, ni kermesse d'association, encore moins rassemblement politique de droite ou de gauche. MAIRIE EXPO c'est le marché annuel pour une gestion vigilante de l'argent public dans la rigueur et la transparence.

du 23 au 26 septembre 1991 EUREXPO LYON

Informations : 79, Avenue Marceau, 75016 PARIS - Tél. (1) 47.23.79.79

L'ASSASSINAT DE RAJIV GANDHI

Les réactions à l'assassinat de M. Rajiv Gandhi ont été nombreuses à travers le monde. Au cours du conseil des ministres qui s'est tenu, mercredi 22 mai, M. Roland Dumas a renouvelé la condamnation de la France à l'égard du « caractère odieux » de l'attentat contre Rajiv Gandhi, tandis que le président de la République précisait que l'ancien premier ministre indien était « un pont, par sa personnalité même, entre les pays du tiers monde et l'Occident, l'un des porte-parole des pays du tiers monde et en même temps un homme de modernité ». Dans les minutes qui ont suivi l'annonce de l'attentat, M^{me} Edith Cresson, le président Bush et M. John Major ont exprimé leur consternation. Le LTTE, mouvement séparatiste tamoul du Sri-Lanka, accusé par un groupe rival d'avoir perpétré l'attentat, a affirmé n'y être pour rien.

Pour le premier ministre français, il s'agit d'« un

très grand malheur pour la démocratie ». « Un assassinat, c'est toujours horrible : après Indira Gandhi, son fils. On peut être inquiet naturellement sur le système. Pourtant, l'Inde a bien besoin de stabilité », a-t-elle déclaré lors de la fête organisée par le PS pour célébrer les dix ans de présidence de M. François Mitterrand.

De son côté, la porte-parole du Quai d'Orsay a exprimé « une réaction de considérable tristesse en France et de consternation », souhaitant que cet attentat ne soit pas « le signal d'un déclenchement d'une violence en chaîne ». « Ce crime frappe une nouvelle fois une famille qui a donné depuis l'indépendance trois premiers ministres à l'Inde. Mais surtout il frappe un homme qui est venu souvent en France, qui est un ami de la France. »

Aux États-Unis, M. George Bush a qualifié la mort de l'ancien premier ministre indien de « tragédie », soulignant qu'il éprouvait « une réelle amitié » pour cet homme « bien ». « C'est une véritable tragédie [...]. Je ne sais pas où va le monde, mais c'est très triste que cet homme jeune perde la vie comme cela [...]. Je ne suis pas découragé par le monde, mais par cela, certainement [...]. Lorsque des gens ont recours à une violence de cette nature, dans une démocratie ou n'importe où dans le monde, c'est tout simplement effroyable. »

A New-York, le secrétaire général des Nations unies a rendu hommage au disparu « dont l'impact était sensible non seulement dans son propre pays, mais partout dans le monde ». A Londres, M. Major a qualifié Rajiv Gandhi d'« homme très brave (...) aux très rares qualités » et qui « nous manquait beaucoup ». A Moscou, M. Mikhaïl Gorbatchev s'est déclaré « profondément choqué par la nouvelle de ce terrible crime. Nous sommes remplis d'indignation ». A Pékin, le premier ministre Li Peng a envoyé un télégramme de con-

doles à son homologue indien, M. Chandra Shekhar, lui faisant part de son « choc et de sa profonde tristesse » devant la mort de cet « homme d'État exceptionnel, bien connu du peuple chinois comme un ami qui a contribué de manière positive à l'amélioration et au développement des relations sino-indiennes ».

Enfin, au Pakistan, pays dont les relations avec l'Inde sont actuellement tendues, le président Ghulam Ishaq Khan a décrit l'attentat comme « un acte de terrorisme et de couardise ». « Je suis, a-t-il ajouté, profondément choqué d'apprendre cette mort inattendue. » Le chef du gouvernement, M. Nawaz Sharif, a pour sa part annoncé qu'il assisterait aux obsèques. L'ancien premier ministre, M^{me} Bénazir Bhutto, qui avait été accusée par ses adversaires politiques d'être trop liée à Rajiv Gandhi, a qualifié sa disparition de « grande perte ». — (AFP, Reuters, UPI, AP.)

L'intervention militaire indienne à Sri-Lanka

Le gouvernement de Rajiv Gandhi avait été marqué par l'intervention des troupes indiennes à Sri-Lanka où, depuis 1983, une guerre civile sanglante fait rage entre Cinghaisis, au pouvoir à Colombo, et minorité tamoule vivant dans le nord et l'est du pays. Le gouvernement d'Indira Gandhi était déjà intervenu en 1971 dans l'île. Il avait, à la demande du premier ministre sri-lankais de l'époque, M^{me} Bandaranaike, aidé à l'écroulement de l'insurrection gauchiste du JVP.

M. Gandhi se trouve soumis à

la passion des Tamouls indiens du Tamil-Nadu, où s'étaient réfugiés plus de cent mille de leurs cousins qui avaient fui le Sri-Lanka. Après avoir tenté à plusieurs reprises d'imposer sa médiation entre la présidence cinghalaise, M. J. R. Jayewardene, et les mouvements séparatistes tamouls, en particulier le plus puissant d'entre eux, le LTTE (Tigres de libération de l'Éléphant tamoul) — Rajiv Gandhi avait annoncé, en juin 1987, l'envoi direct d'aide aux civils tamouls de l'île, victimes du conflit. La

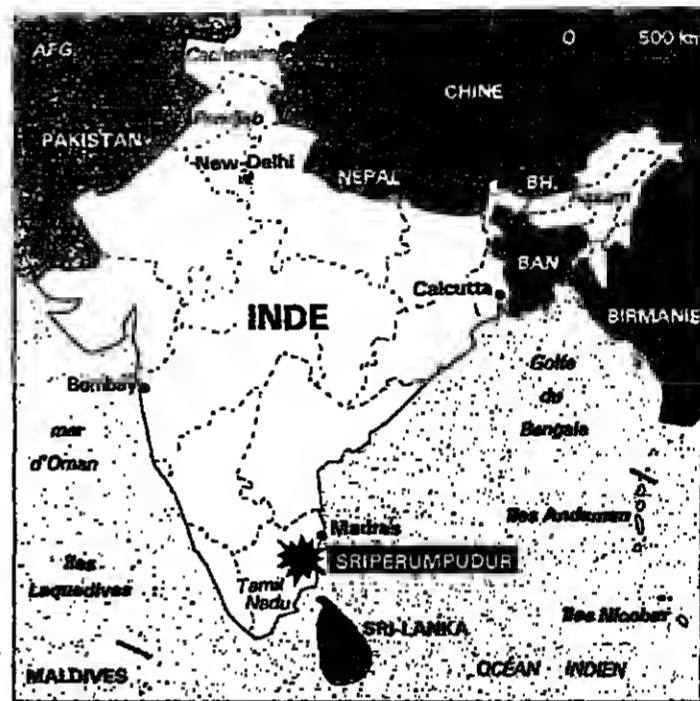
mois suivants, passant outre à l'opposition des deux adversaires, il décidait de dépêcher à Sri-Lanka un corps expéditionnaire.

Les premiers mille sept cents hommes (soldats) débarquèrent le 30 juillet. Les effectifs indiens allaient vite se monter à quatre-vingt mille hommes. Contre l'attente de ce qu'avait espéré New-Delhi, les Tigres ne déposèrent pas les armes, mais engagèrent rapidement le combat contre les Indiens, en même temps qu'ils procédaient à l'éli-

mination physique des organisations séparatistes rivales.

Les pertes furent très lourdes de part et d'autre — et encore plus parmi des civils pris entre deux feux — sans qu'aucun camp puisse l'emporter. Tirant la leçon de cet échec et cédant aux pressions du gouvernement de Colombo qui exigeait leur départ, New-Delhi décida le 29 juillet 1988 de retirer ses troupes. Depuis, les combats ont repris de plus belle entre forces gouvernementales sri-lankaises et Tigres.

P. de B.



ONLY-NICE.

Avec 1 vol par heure, vous verrez qu'un avion se met facilement dans un agenda.

NICE	655
NICE	735
NICE	855
NICE	955
NICE	1055
NICE	1155
NICE	1255
NICE	1355
NICE	1455
NICE	1555
NICE	1655
NICE	1755
NICE	1855
NICE	1955
NICE	2055

AIR INTER

RENSEIGNEMENTS ET RÉSERVATIONS AIR INTER PARIS (45 39 25 25) OU VOTRE AGENT DE VOYAGES.

Les quatre principaux partis

Trois principales formations politiques s'opposent au Congrès-I de M. Rajiv Gandhi pour les élections législatives indiennes qui eurent début dimanche 19 mai : le Janata Dal, de l'ancien premier ministre V. P. Singh, le Bharatiya Janata Party (BJP), hindouiste de droite, de M. Lal Kishore Advani, et le Parti communiste. Le scrutin, qui devait se poursuivre les 23 et 26, a été reporté au mois de juin à la suite du drame.

Le Janata Dal, coalition regroupée autour de l'ancien ministre des finances et de la défense de M. Rajiv Gandhi, limogé en 1977 pour avoir vivement critiqué les pratiques de M. Rajiv Gandhi et de ses amis, était sorti vainqueur des élections de 1989 avant d'être renversé en novembre dernier. Bien que son chef, M. V. P. Singh, soit d'origine princière, il avait proposé, en août 1990, de réserver 27 % des emplois publics aux castes inférieures, suscitant un violent mouvement de protestation des hautes castes. Mais cette coalition est fragile et risque d'écarter en cas de victoire du Congrès.

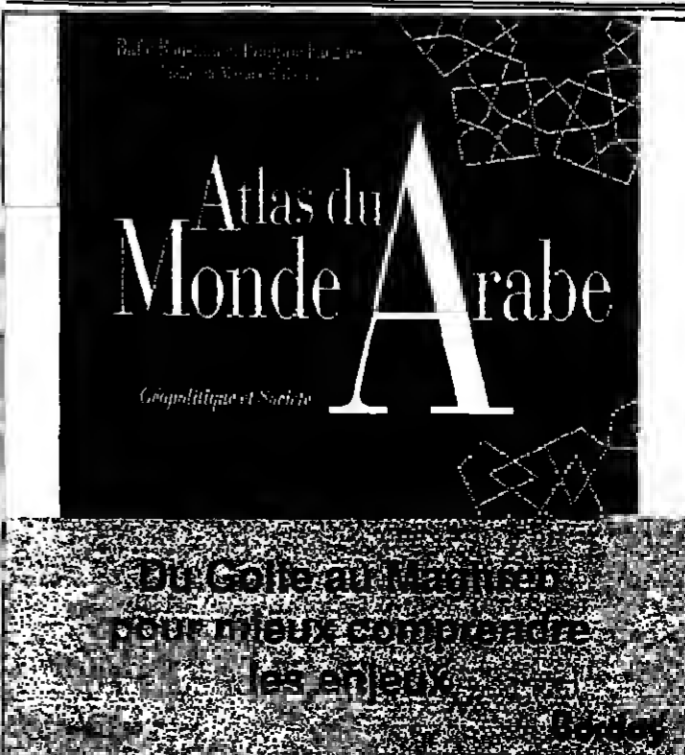
Le BJP est un parti religieux, héritier des mouvements hindouistes extrémistes auxquels il a donné une sorte de respectabilité. Ce qui ne l'a pas empêché d'être à l'avant-garde des revendications commu-

nistes, en lançant par exemple la campagne antimusulmane pour détruire la mosquée d'Ayodhya et la remplacer par un temple hindou, ce qui avait suscité de violentes émeutes. Il trouve son meilleur soutien dans la « ceinture hindoue » du nord du pays.

Les communistes, qui avaient soutenu le gouvernement du Janata Dal sans y participer, ne sont pas assez puissants pour espérer gouverner le pays. Ce qui ne les empêche pas d'administrer des États comme le Bengale occidental. Ils étaient jadis divisés en « pro-soviétiques », « pro-chinois » et « marxistes ».

Le Congrès-I, héritier du Parti du Congrès, qui est resté au pouvoir en Inde pendant près de quarante ans depuis l'indépendance, est demeuré, en dépit de sa défaite en 1989, la première formation politique indienne et la mieux implantée à travers le pays.

Il faut compter aussi avec les partisans du premier ministre sortant, M. Chandra Shekhar, peu nombreux, mais tentés de rejoindre le parti qui aurait des chances de former le nouveau gouvernement. Enfin, il existe de nombreux partis régionaux, Akali Dal au Pendjab, ADMK au Tamil-Nadu... Mais, à l'exception de ces deux derniers partis, ils présentent rarement des candidats aux élections législatives.



صوتك من الامم

صكنا من الامل

• Le Monde • Jeudi 23 mai 1991 7

Imaginez un partenaire informatique
qui aurait toujours l'homme qu'il vous faut,
qui connaîtrait bien votre métier,
qui maîtriserait les coûts et les délais,
qui partagerait votre enthousiasme,
et qui vous suivrait longtemps.

Vous venez très précisément de décrire Axime.

3 900 personnes unies au sein d'un groupe de services et d'ingénierie de plus de 2 milliards de francs de chiffre d'affaires. Nous sommes les premiers dans l'informatique bancaire et financière, dans la monétique, dans la télématique, dans le marketing direct et parmi les premiers dans les métiers de l'ingénierie, de l'intégration de systèmes, de la formation, des progiciels et du facilities management.

AXIME



137, bd Voltaire - 75011 PARIS - Tél. 40.09.30.00 - 36 14 code Axime

NICKEL

ASIE

Quarante ans après sa « libération pacifique » par Pékin

Le Tibet continue de secouer la tutelle chinoise

La Chine célèbre, le 23 mai, le quarantième anniversaire de la « libération pacifique » du Tibet, une opération d'appropriation, aux yeux de l'opposition tibétaine en exil, à une annexion déguisée. Les autorités n'ont pas permis aux journalistes étrangers accrédités à Pékin d'assister aux cérémonies à Lhassa. Les diplomates occidentaux se sont tenus à l'écart de toute commémoration. Un déluge de propagande a inondé les médias officiels pour réfuter les thèses indépendantistes et justifier le autogouvernement historique de la Chine sur le « Toit du monde ».

PÉKIN

de notre correspondant

Le volume de la propagande à la gloire des réalisations de la République populaire au Royaume des neiges et l'interdiction de se rendre à Lhassa pour la presse étrangère prouvent au moins à contrario que le régime se sent confronté à un problème sérieux. La confiance tranquille des années où personne ne lui cherchait noise sur ce sujet a laissé place à une attitude défensive, ocrueuse, qui trahit l'appréhension : le trône tibétain se sent menacé dans sa légitimité impériale.

La rhétorique de la Chine repose sur l'assertion, contestable, qui veut que Geoghis Khan ait été... chinois. En effet, le pouvoir a repris la thèse de l'Empire voulant que les Mongols, qui s'installèrent dans la Cité interdite en 1271 pour un siècle, se fussent sionisés au point de renouer à leur identité. Le Tibet ayant été annexé par les Mongols avait même que l'ensemble du territoire chinois ne passe sous leur contrôle, il ne peut donc qu'être chinois.

Une loi martiale déguisée

Transposer le débat en Europe reviendrait à épiloguer quant à savoir si Charlemagne était allemand ou français. Pour Pékin, le débat est tranché par les précédents historiques. Dès 1792, a rappelé le *Quotidien du peuple*, le trône impérial (alors occupé par les Mandchous) avait promulgué à Lhassa une sorte de Constitution précisant notamment les rapports entre le « ministre résident » envoyé par Pékin et le clergé lamaïste, ainsi que les modalités de sélection des deux plus importants chefs religieux du Tibet, le dalaï-lama et le pacha-lama.

C'est dans cet esprit que fut conclu l'accord en dix-sept points du 23 mai 1951 entre le dalaï-lama et Pékin. Il donnait à la Chine la souveraineté sur le Tibet

en échange d'une certaine autonomie permettant de différer les réformes sociales. Mais, en même temps, un corps de l'Armée populaire de libération, commandé par le général Tan Sanguan, s'installait à Lhassa pour ne plus jamais en partir. Depuis lors, la loi martiale déguisée ne s'est plus vraiment relâchée.

L'indifférence de l'Occident

L'Occident resta indifférent. La répression sanglante de la révolte de 1959, qui conduisit le dalaï-lama à s'exiler en Inde, ne souleva pas d'indignation internationale. Vint même un temps où des hommes d'État étrangers commencent à s'afficher à Lhassa. M. Valéry Giscard d'Estaing, alors président, innova en 1980, durant une visite officielle en Chine. Les médias de Pékin se régalaient de le décrire devant une fresque symbolisant l'allégeance du pouvoir tibétain au trône chinois.

Depuis les émeutes anti-chi-

noises à répétition de 1987-89 et le drame de Tiananmen il y a deux ans, Pékin n'a plus la partie aussi belle qu'Occident. La polémique, la distinction du dalaï-lama par les jords du prix Nobel de la paix, les inquiétudes sur l'aveoir de Hongkong - qui doit être restitué à la Chine en 1997 - le souci permanent de justifier le présent par le passé, ont pour la première fois amené le régime communiste à répondre aux thèses indépendantistes, qu'il préférerait autrefois ignorer.

Parmi les réponses développées par Pékin, on a ainsi lu, ces dernières semaines, que le Tibet n'avait jamais été un véritable État, même après l'effondrement de l'empire mandchou en 1911, qu'il n'avait ni drapeau, ni armée indépendante, ni monnaie autonome, et que c'est en accord avec Pékin que son système de succession religieuse par réincarnation avait été mis au point; que le « Grand Tibet » historique, sur lequel la Chine a grignoté des territoires étendus, n'était qu'une fiction.

A l'occasion, la propagande frise le réalisme, arguant par exemple que les globules blancs des Tibétains seraient trop éloignés de ceux des Népalais pour que les deux peuples soient cousins. On devait en conclure que les Tibétains étaient plus proches des Chinois. Une sourdine a cependant été mise à cette affirmation. De même, la presse ne reprend plus l'argument employé en privé par certains fonctionnaires chinois, qui s'indignent de ce que, dans la vieille société tibétaine, les excréments du dalaï-lama aient été considérés comme sacrés, et donc consommables par le fidèle.

En revanche, Pékin ne se prive nullement d'exploiter les caractères les plus sordides de l'ancien système esclavagiste, y compris les sacrifices humains, pour mettre en valeur les progrès accomplis sous le socialisme. La mauvaise foi le

derniers temps ne paraît pas devoir être comparée à celle de ces années terribles.

Un début de leçon a été appris par l'administration chinoise quand le défunt secrétaire général du PCC, Hu Yaobang, au début des années 1980, avait comparé avec mépris la manière dont elle se comportait à un colonialisme déguisé. Depuis, la liberté de culte - cruciale, pour ce peuple religieux à l'extrême - est contrôlée, mais garantie, et la Chine finance la rénovation de temples et monastères.

De même, les descriptions d'exilés représentant Lhassa comme une ville en état de siège à l'approche de l'anniversaire semblent abusives. Les témoignages de voyageurs fiables recueillis ces derniers jours indiquent plutôt que les autorités cherchent à éviter de provoquer trop ouvertement la population. Si des moines sont régulièrement arrêtés, si les religieux sont dans bien des cas confinés dans leurs monastères, il semble qu'il ne faille pas prendre pour argent comptant les affirmations des exilés sur la véritable guerre civile larvée qui régnerait.

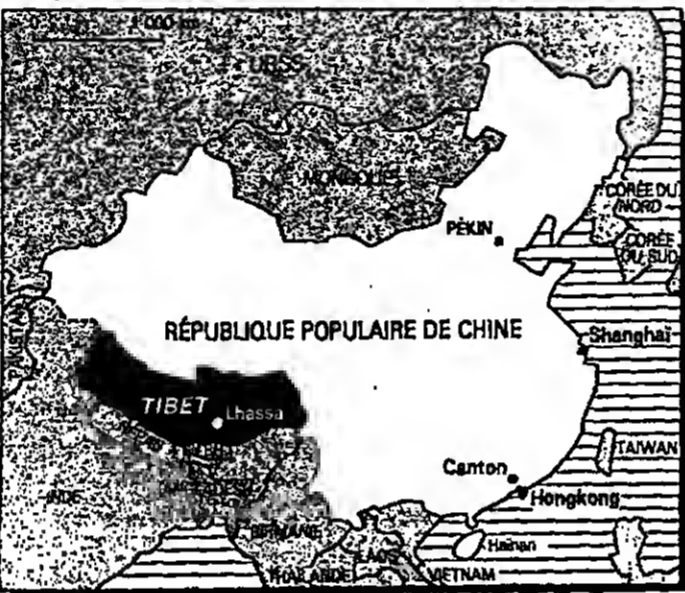
Un abcès qui s'infecte

Plus difficile à juger sont les affirmations selon lesquelles le Tibet est colonisé par un peuple de l'ethnie chinoise han. Selon Pékin, 81 000 Chinois de souche seulement vivent au Tibet, au milieu de 2,09 millions de Tibétains. Il faut y ajouter les effectifs militaires, inconnus. An demeurant, beaucoup de Haos détestent cette partie du pays, en raison notamment des inconvénients de l'altitude, et la quittent sans regrets une fois leur service sur place accompli.

Il reste que l'abcès tibétain s'est nettement infecté du fait des erreurs de Pékin lors des émeutes sanglantes de ces dernières années. Un nouveau compromis avec le dalaï-lama semble toujours aussi lointain. Sa proposition de renoncer à sa revendication d'indépendance en échange de la promesse que le Tibet bénéficierait d'un statut d'autonomie similaire à celui promis à Hongkong a été repoussée par la Chine. L'aile radicale de l'opposition en exil avait mal accueilli cette offre, et le chef religieux dit à présent se sentir libéré de cet engagement, faute d'un geste de Pékin.

A Pékin, l'heure n'est évidemment pas à l'examen lucide que nécessiterait le problème tibétain. La vieille garde communiste ne veut pas en entendre parler. La mort, en 1989, du pacha-lama a privé Chinois et Tibétains d'un intermédiaire devenu précieux malgré ses compromis passés avec Pékin. La nécessité de lui trouver une réincarnation - ce Chine, selon Pékin - est un autre prétexte à un regain des passions.

FRANCIS DERON



pousse même à accuser le dalaï-lama d'être toujours partisan de ce système, alors qu'il a explicitement dénoncé ces aspects traditionnels de la culture tibétaine. Enfoquant le clou, Pékin a encore exhumé un « complot » américain qui aurait visé, après la victoire communiste sur le continent, à soustraire le Toit du monde à sa souveraineté.

La modération du dalaï-lama

En face, l'opposition tibétaine en exil facilite la tâche des pro-secteurs officiels chinois en exagérant souvent la situation sur le terrain dans ses communiqués. S'il est vrai qu'un « génocide culturel » assorti d'une répression très sévère a eu lieu du temps de Mao Zedong - temples rasés, bonzes envoyés en camps de travail, culte interdit - la reprise en main des

Des prix à vous faire partir !

FARO	1490*
LISBONNE	1350*
PORTO	1260*

* Prix à partir de + taxes

Tél. : 40 53 07 11 • 181, bd Pereire, 75017 PARIS

UNIFICATION ALLEMANDE, DÉARMEMENT ET NOUVEL ORDRE EUROPÉEN

Numéro spécial de *Politique étrangère* sur la nouvelle architecture européenne après la signature du traité FCE en novembre 1990. Analyses, commentaires et perspectives complétés par les principaux documents et accords internationaux, notamment le texte du traité de Paris.

politique étrangère

n°1191 - Vente en librairie - 98 F le numéro
 Directeur de la publication : Thierry de Montbrial
 Revue trimestrielle publiée par
 l'Institut français des relations internationales
 Abonnements : A. COLIN - B.P. 22 - 41393 VINEUIL

L'ASTRADUL

Association des Traducteurs
 Diplômés de l'Université de Londres

Vous propose une équipe de traducteurs FRANÇAIS et ANGLAIS

Tél. : 47-07-77-13 - 45-55-92-94 - 45-79-41-66
 B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07
 Siège social : Institut britannique de Paris

On y prend goût

NOUVELLES FRONTIÈRES

TUNIS 1000 F

Vol aller retour, départ de Paris
 LES 08, 15, 22/06/1991
 TAPEZ 36 15 NF. TELEPHONEZ AU (1) 42 73 10 64

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction :
 Jacques Lescaume, gérant
 directeur de la publication
 Bruno Freppert
 directeur de la rédaction
 Jacques Gaku
 directeur de la gestion
 Manuel Lucbert
 secrétaire général

Rédacteurs en chef :
 Jacques Arnal
 Jean-Marie Colombani
 Robert Goll
 (adjoints au directeur de la rédaction)

Thierry Ferey
 Philippe Herremann
 Jacques-François Simon

Daniel Varnes
 (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
 Hubert Bouvy-Méry (1944-1988)
 Jacques Fauvet (1989-1990)
 André Laurens (1982-1985)
 André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
 18, RUE FALGUIÈRE
 75001 PARIS CEDEX 15
 Tél. : (1) 40-65-25-26
 Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
 1, PLACE HUBERT-BELLEVILLE-MÉRY
 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
 Tél. : (1) 40-65-25-25
 Télécopieur : 40-65-30-10

7 jours de suite fin juin

L'Irlande d'été à un prix d'automne.

Pour fêter la première semaine de l'été du 21 au 27 juin, Irish Ferries offre à tous ceux qui partiront cette semaine là en Irlande avec leur voiture, le tarif Hors-Saison. Et, bénédiction inespérée, ils pourront rester en Irlande jusqu'au 14 juillet.

Le résultat est absolument admirable: si vous êtes 4 à partir, chacun paiera 1085 F A/R, soit une économie globale de 1565 F. La voiture est bien sûr comprise: les couchettes sont en supplément à partir de 90 F A/R.

Des tarifs aussi profondément émouvants appellent une action urgente, d'autant que l'été est dans un mois à peine. Aussi ne perdez pas une minute: réservez dès maintenant.

Et partez du Havre ou de Cherbourg dans une ambiance résolument irlandaise (nos 2 superbes car-ferries ne s'appellent pas *St-Patrick* et *St-Killian* pour rien! directement vers Rosslare ou Cork).

Contactez toute affaire cessante votre Agent de voyages ou Irish Ferries.

Irlande
 Écartez-vous du droit chemin.
 Minitel 36 15 IRLANDE

IRISH FERRIES

Le N°1 sur l'Irlande

Agent général : Transports et Voyages
 8, rue Auber, 75009 Paris, Tél. (1) 42 66 91 91
 Minitel 36 15 IRISH FERRIES

Salut, Michel !

صلى الله عليه وسلم

EDUCATION • CAMPUS

COURRIER

Enseignement à distance

Vos articles récents sur l'enseignement à distance m'ont paru exagérément pessimistes dans leur appréciation de la place que la France occuperait par rapport à ses partenaires européens, et notamment l'Angleterre avec son Open University. Ce pays, il est vrai, dispose d'un très bel instrument qu'il utilise judicieusement dans un milieu européen et même mondial très concurrentiel.

Mais il serait dangereux d'oublier que l'enseignement à distance est représenté en France par un secteur public puissant : le Centre national d'enseignement à distance (CNED), qui compte trois cent cinquante mille étudiants. Il est vrai que le vecteur principal de l'enseignement à distance reste encore largement le document écrit. Le CNED, pour sa part, imprime ou fait imprimer quelque 700 millions de pages par an.

Cependant, en quelques années, le champ des techniques utilisées

s'est considérablement élargi : le CNED dispose maintenant de son propre service télématique (3614 CNED), traitant plus de 100 000 heures de connexion par an ; de plus, l'établissement a été, en collaboration avec un groupe privé, un service de révision des connaissances qui couvre toutes les disciplines de la 6^e à la terminale (3615 code CDGITO) ; l'usage de la vidéo-transmission est en train de se banaliser : le CNED a été parmi les premiers à ouvrir sur NUMERIS un service diffusant des didacticiels interactifs complexes (son, image, texte, etc.). A cela s'ajoute le développement de CD-RDM, de didacticiels, de cassettes vidéo (plusieurs centaines d'heures) et de plusieurs dizaines de milliers de cassettes audio.

Ce descriptif non exhaustif n'a pas pour objectif de décrire des prouesses techniques, mais d'insister sur le fait que ces activités sont très souvent la conséquence

de collaboration avec des partenaires extérieurs, notamment les universités. Ces collaborations ont permis la participation de l'établissement à des programmes européens et la création, à Rennes, d'un pôle européen d'enseignement à distance universitaire. Plus de dix universités ont signé avec le CNED des conventions de partenariat permettant de diffuser des formations de niveau universitaire pour les publics les plus divers.

Cependant, il ne faut pas se faire d'illusion : le développement de l'enseignement à distance en France est encore insuffisant. Il devra s'inscrire dans un projet d'ensemble, et l'efficacité des systèmes qui pourront se mettre en place dépendra de leur capacité à récupérer les acquis et les savoir-faire des spécialistes de l'enseignement à distance que sont le CNED et les centres de télé-enseignement universitaire.

BERNARD LOING
directeur du CNED

Tristesse et dégoût

Etant moi-même professeur de lycée, c'est avec tristesse et même avec dégoût que j'ai lu votre commentaire sur les projets de réforme des lycées présentés par M. Jospin (le Monde du 23 avril 1991).

Avec tristesse d'abord, car vos propos témoignent d'un point de vue étroitement politicien, parisien, confiné aux manœuvres de cabinet ministériel. Les « atouts » du ministère (qui occupent le plus clair de vos quatre colonnes) seraient l'état de l'opinion, la prudence et l'habileté du ministre, la remise à plus tard de réformes plus difficiles. Dans tout cela, aucune réalité. Rien sur la formation des jeunes, sur la situation des lycées, sur les conséquences immédiates et à long terme de ces changements. Hors du Lan-

dencau ministériel, tout semble frappé d'ineptie. On peut donc supposer que la réussite éventuelle de ces réformes, vue par vous, n'aurait aucun rapport non plus avec la réalité et serait mesurée uniquement aux échos qu'elle donnerait la Rue de Grenelle.

Ensuite, c'est le dégoût que m'ont inspiré vos propos sur les professeurs. L'on ote que ceux-ci ne font pas partie des atouts de M. Jospin. Ce n'est guère étonnant puisque vous leur faites d'avance le procès malheureusement devenu habituel : rétrogrades, élitistes, bornés, etc. Comment donc pourraient-ils faire réussir une rénovation ? Bref, le responsable de l'échec (prévisible, semble-t-il ?) est déjà tout désigné : ce sera le professeur. Les autres par-

tenaires du système éducatif, du ministre à l'élève, sont d'avance blanchis. Comme c'est commode !

Ici encore, vous faites preuve d'une superbe méconnaissance de la réalité : d'où sort cette caricature antédiluviennne, digne d'un mandarin d'il y a treize ou quarante ans ? (...) Les professeurs sont de plus en plus nombreux (grâce aux recrutements récents) et d'origines très diverses (une majorité de femmes, de plus en plus d'enfants d'immigrés). Il y a bien longtemps qu'ils ont abandonné le cours magistral, et qu'ils cherchent à animer une pédagogie active, au lycée comme au collège. (...)

M. S. OLIVIER
Paris

SOURCES

A l'école des banlieues

Diriger, au quotidien, un établissement « difficile » dans l'académie de Créteil n'est pas une tâche facile. Y enseigner n'est pas une mince affaire. Les nombreux témoignages qui ont émaillé le colloque organisé, à Créteil, sur la rhéma un peu vague de « L'école dans les banlieues », mercredi 15 et jeudi 16 mai. A l'occasion, Christian Forestier, à l'ambition de faire de cette « académie de toutes les difficultés » une académie « de droit commun », selon ses propres mots. Le mouvement est en marche et provoque depuis deux ans de sérieux remaniements. En faisant irruption au beau milieu du discours du recteur, les militants du Syndicat national des enseignants de second degré (SNES) ont tenu à le rappeler.

Quelques chiffres suffisent pour mesurer l'ampleur de l'effort à fournir pour remettre Créteil à flot. Selon le recteur lui-même, 30 % des élèves non francophones scolarisés en France le sont dans cette académie, de même que 20 % des élèves français d'origine étrangère. En outre, sur les vingt-six académies métropolitaines, Créteil arrive bonne dernière pour le taux d'accès au bac, y compris les bacs professionnels.

A la dernière rentrée, le politique hypervolant du recteur a permis l'alignement, « à marche forcée », selon la SNES, du taux de passage en classe de seconde et de terminale sur la moyenne nationale. Et le nombre d'élèves scolarisés en ZEP a doublé. « Cet effort sans précédent n'est sans doute pas pour rien dans la flambée lycéenne du mois d'octobre dernier, a reconnu le recteur. Mais j'assume. »

Placés en première ligne, les enseignants ont visiblement plus de mal à « assumer ». « L'objectif d'amener tous nos élèves à une

qualification et la quasi-totalité d'entre eux au bac n'est pas négociable », a déclaré le recteur, un rien provocateur, devant les militants du SNES. Et la réponse est venue, sans tarder, d'une enseignante, applaudie par l'assistance : l'objectif sera « forcément » négocié, a-t-elle expliqué, si les enseignants ne sont pas davantage soutenus, aidés, « et si l'objectif reste le bac pour tous ».

Sortir du discours misérabiliste

Les chefs d'établissement réunis par le recteur étaient invités à réfléchir, en arélier, sur la politique des zones d'éducation prioritaire (ZEP), l'ouverture sur l'environnement ou encore le partenariat. D'entrée de jeu, en ouvrant le colloque, Bernard Chertier, professeur à l'université Paris-VIII et qui dirige des recherches sur le ZEP de Saint-Denis, avait bien cadré le débat.

Partenariat, ouverture, autonomie, d'accord. Mais pour faire quoi ? Et il a invité les trois cents participants à abandonner tout « discours misérabiliste », à casser le logotype « du handicap socioculturel », qui transforme souvent les enseignants des établissements difficiles en « porteurs du seuil de Cosette », pour reprendre l'expression utilisée à propos des ZEP par le chercheur Gérard Chauveau (1). Beaucoup de participants ont d'ailleurs spontanément exprimé leurs craintes d'un tel glissement « du scolaire vers le social », d'un dépeçage des enseignants (ou de leur déqualification) qui deviendrait un symptôme parmi d'autres dans une situation de misère diffuse.

Raison de plus, si l'on travaille dans un établissement désertifié de banlieue, leur a suggéré le rectorat Bernard Chertier, pour

s'interroger sur ses pratiques pédagogiques quotidiennes ainsi que sur la violence propre à l'institution, qui a nom échec scolaire, déterminisme social, marges ambiguës. « Quel sens ces jeunes donnent-ils au fait d'aller à l'école, d'y réussir ou d'y échouer ? a-t-il interrogé. Quel sens donnent-ils au fait d'apprendre ? Qu'attendent-ils de l'école et du travail scolaire ? Plus généralement, quel est leur rapport à l'école et au savoir ? Ce sont là des questions de base pour la compréhension et l'action, et on ne peut pas y répondre en énumérant des handicaps socioculturels. C'est en essayant de répondre à de telles questions que l'on trouvera des points d'appui pour agir dans des situations difficiles, dans des situations où les contradictions deviennent ingérables et explosent en violence. »

C'est sans doute précisément parce que les enseignants des lycées et des collèges de banlieue travaillent dans l'incertain, l'insécurité, la contradiction, parce qu'ils sont, plus que d'autres, des « intermédiaires culturels, sociaux et politiques » dont perle Jean Hébrard et Alain Barguionioux (2), qu'il leur faut prendre garde à tenir bon la cap sur les missions de l'école.

Meis l'Etat a, lui aussi, à s'interroger sur le paradoxe qui consiste à inciter les établissements « à entrer dans une logique de réseau et d'acteurs », comme l'a souligné Bernard Chertier, « tout en les empêchant concrètement d'y parvenir ». Une allusion à l'absence totale de pilotage de la politique des ZEP depuis 1988, à laquelle l'académie de Créteil, au dire même du recteur, n'a pas su échapper.

CHRISTINE GARIN

(1) Ecoles et quartiers, des dynamiques éducatives locales. INRP-L'Harmattan, coll. « CRESAS » n° 8, 1989.
(2) Le Débat n° 64, mars-avril 1991.



4^e Année Académique

Milano, Septembre 1991 - Novembre 1992

INSCRIPTIONS OUVERTES JUSQU'AU 30 JUIN 1991

C'est le premier cours spécialisé de 3^e cycle qui prépare aujourd'hui un nouveau rôle professionnel dont le besoin est à présent vivement ressenti, et qui deviendra dans un prochain futur indispensable : le spécialiste de la communication. Il programmera, coordonnera et gèrera, au sein d'une stratégie globale, l'utilisation de toutes les techniques de communication : marketing, publicité, promotion de ventes, sponsoring et mécénat, relations publiques.

- Le programme comporte la fréquence obligatoire à plein temps
- Plus de 1.500 heures de cours intensifs
- Trois mois de stage en entreprise
- Bourses d'étude de 30 millions de lires (équivalent à 105.000 F.F.)
- Rendentes avec des personnalités reconnues du monde de l'Industrie, de la Communication et du Spectacle
- Journée d'étude de huit heures : cours dispensés par des professeurs de renommée internationale
- Langues officielles : italien et anglais

È il primo Corso di specializzazione post-laurea che forma una nuova figura professionale oggi sempre più necessaria, domani indispensabile: quella del professionista in Comunicazione d'Impresa che conosce, programma e gestisce in un'ottica integrata - Marketing, Pubblicità, Sales Promotion, Sponsorizzazioni e Pubbliche Relazioni. Per il successo di un prodotto, per l'affermazione dell'immagine aziendale.

- Frequenza obbligatoria a tempo pieno
- Oltre 1.500 ore di aula
- Tre mesi di "Project Works"
- Borse di studio di 30 milioni
- Incontri con grandi personaggi dell'Industria, della Comunicazione, dello Spettacolo
- Giornata tipo di 8 ore di studio con Docenti italiani e stranieri impegnati a tempo pieno
- Lingue ufficiali: italiano e inglese

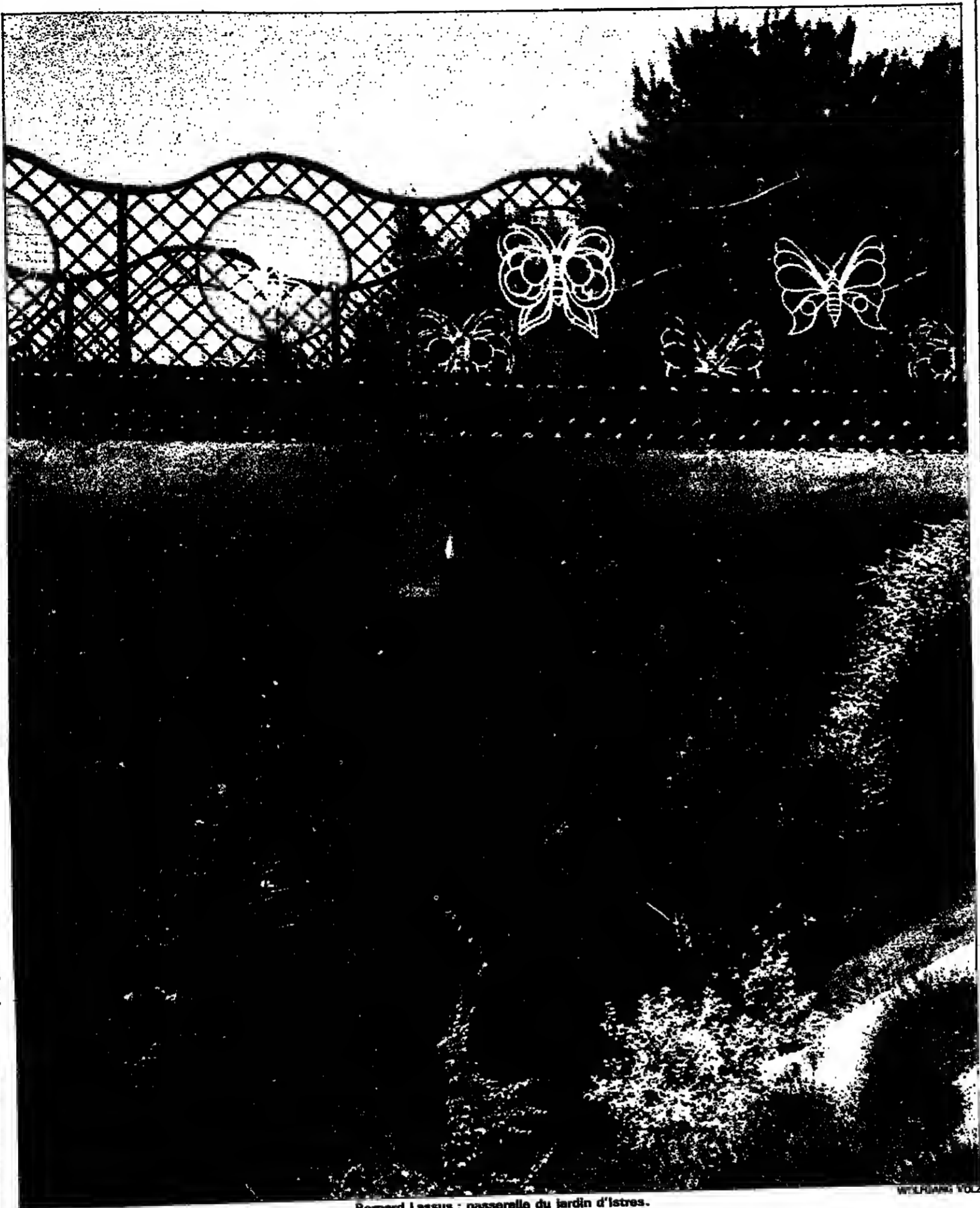
Groupe Berlusconi

Master in Comunicazione d'Impresa - 223, Viale Fulvio Testi, 20162 Milano, Italia - Tel. (19.39.2) 66.10.05/66.10.00.85 - Fax 66.10.06.10

صلى الله عليه وسلم

Le Monde

ARTS • SPECTACLES



Bernard Lassus : passerelle du jardin d'Istres.

LA POLITIQUE D'AMÉNAGEMENT DES JARDINS Des paradis retrouvés

VOICI de nouveau le temps des jardins. Les pouvoirs publics leur consacrent des Journées nationales. Le ministère de la culture entame la restauration des parcs historiques les plus menacés. Des études savantes remplacent les volumes de photos sur papier glacé. Ce net regain d'intérêt se manifeste après une éclipse de près de quarante ans. La guerre avait brutalement interrompu la réflexion qui permettait d'imaginer des modèles nouveaux. Les parcs anciens, abandonnés à eux-mêmes pendant la durée du conflit, ont été ensuite négligés. Les architectes et les urbanistes des années 50 avaient la religion de l'« espace vert » ; plus tard, les écologistes ont en celle de la nature. Le jardin, qui ne relève complètement ni de l'un ni de l'autre, fut jeté aux oubliettes.

La remise en question de la verdure informe et du paysage ont favorisé le renouveau de ce milieu privilégié où culture et nature se rencontrent. Depuis une douzaine d'années, toute une génération se pique d'inventer des « espaces végétaux architecturés », aux

antipodes de la bouillie chlorophyllienne destinée à « souder » les grands ensembles. Un précurseur, Jacques Sgard, dessinait le parc André-Malraux à Nanterre, dans un environnement réputé impossible. Michel Corajoud signalait le parc Jules-Verne à Reims. Bernard Lassus achève le jardin des Retours à Rochefort et, à Paris, Bernard Tschumi celui de La Villette. Les travaux du parc Citroën se poursuivent à Javel, et Bernard Huet est chargé de la transformation de Bercy, tandis que les Tuileries vont faire peau neuve (1).

Chaque jardin développe une idée, raconte une histoire, propose une vision du monde ; une dimension narrative capitale, oblitérée au nom de leur double fonction botanique et ludique. Cette amnésie qui les a vidés de leurs sens a précipité leur déclin. On redécouvre de nos jours les valeurs qu'ils véhiculent. Les plus audacieux essaient d'en inventer de nouvelles. Le jardin est aussi un espace qui aide le visiteur à voyager, à assouvir ses fantasmes, à concrétiser

une idée de paradis. Mais si le jardin exprime le génie d'un lieu, ce génie est aussi celui de son concepteur. Que serait Villandry sans le docteur Carvallo, le Désert de Retz sans M. de Monville, le château du Dé sans Charles de Noailles et Gabriel Guévrékan ou les Serres de la Madone sans Lawrence Johnston ?

Un jardin n'existe que parce qu'il a un auteur. C'est presque toujours une œuvre privée — que son propriétaire n'achève jamais. Car cette œuvre en perpétuel devenir finit toujours par échapper à son créateur, pour entrer dans une spirale où le temps va jouer un rôle actif. La récente fascination pour les jardins tient d'ailleurs en grande partie à cette prise de conscience du temps qui passe, à son accélération, et à l'impossible recherche des instants écoulés. (Lire nos articles pages 18 à 21.)

EMMANUEL DE ROUX

(1) Le projet de la rénovation des Tuileries sera exposé (en compagnie des maquettes non retenues) sur la terrasse des Feuillants, à proximité de la place des Pyramides, Paris 1^{re}.

DISQUES

29

Le laser grave le vingtième siècle

Naissance d'une nouvelle collection chez Accord, label classique de Musidisc : longue vie à « Una Corda », qui propose dans une première livraison *Roméo et Juliette*, l'opéra de Pascal Dusapin, ainsi que Kagel, Murail, Szymanowski... Le disque argenté constitue bien la renaissance annoncée de la musique contemporaine. La bonne idée d'« Una Corda » est de doubler éventuellement d'une édition-papier l'édition sur CD de jeunes partitionnés, pour lesquelles les chances de pérennité seront ainsi multipliées.

MUSIQUE

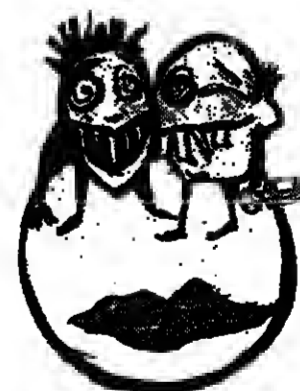
30

Joao Gilberto, la nuit, à Rio



Dans le courant du mois de juin sera publié en France un album prénommé *Joao*, comme son auteur, Joao Gilberto, qui, il y a déjà longtemps, fit jaillir de la samba une musique neuve : la bossa-nova. Le Bahianais fêtera le même mois son sixième anniversaire. A Rio, dans l'appartement qu'il occupe dans une résidence-hôtel, un jour d'avril dernier, l'un des interprètes les plus passionnants d'aujourd'hui — qui jamais ne se confie — a pris sa guitare et chanté les mélodies de son dernier disque. Nulle allusion à la bossa-nova dans *Joao*, mais une rigoureuse sélection de sambas, ainsi que trois titres empruntés au Vieux Continent, comme *Que reste-t-il de nos amours ?* de Charles Trenet. Joao Gilberto se nourrit de tous les décalages, de toutes les cultures. Rencontre exclusive au rythme de la nuit carioca.

(Publicité)



UN FILM

JARDINS

LE RÉAMÉNAGEMENT DES TUILERIES

Les lapins français

Les Tuileries entameront cet automne une totale mutation. Deux équipes de jardiniers ont achevé les plans que nous présentons ici. Ils ont été soumis à l'œil exigeant du président de la République. D'un côté, les jeunes Français Pascal Cribier et Louis Benech, chargés de l'espace compris entre la Concorde et le souterrain de l'avenue du Général-Lemmonier ; de l'autre, Jacques Wirtz, un Anversois chevronné, qui doit remodeler la cour du Carrousel. L'achèvement complet de ce réaménagement est prévu pour 1995.

Le feuillet des Tuileries prend fin. Les auteurs ont remis leur copie. Les producteurs ont tranché. Les derniers ajustements sont en cours. Dès l'automne, les travaux vont pouvoir commencer. Le décor doit être planté pour 1993 et achevé en 1995. Les Parisiens jouiront alors d'un jardin nouveau, et le « plus grand musée du monde » se trouvera prolongé par un « écrin de verdure » jusqu'à l'entrée des Champs-Élysées.

Huit équipes avaient été sollicitées pour imaginer les habits neufs du vieux parc devenu, au fil des temps, un océan de poussière et un dépotoir pour statues plus ou moins malades. Le cahier des charges était à la fois imprécis et contraignant. Il fallait respecter la trame historique laissée par Le Nôtre et trouver une continuité avec la cour du Carrousel tout en gommant l'épouvantable souterrain de l'avenue du Général-Lemmonier. Ce qui « suppose un jardin interrompu du Carrousel à la Concorde », indiquait M. Marc Simonet-Langart, conseiller technique au ministère de la culture, et qu'une même équipe soit chargée de le concevoir dans son entier.

Premier bémol : ce n'est pas une mais deux équipes qui sont désignées. D'un côté, les Français Cribier-Benech ; de l'autre, le Belge Jacques Wirtz. C'est peu de dire que leurs conceptions sont opposées. Deuxième pépin : l'architecte de la Pyramide, leoh Ming Pei, a son mot à dire. Troisième casse-tête : le président de la République a une idée très précise de ce qu'il veut, ou plutôt de ce qu'il ne veut pas. Les jardiniers-paysagistes ont passé une année en pleine migraine à accorder leurs violons et à refaire leurs croquis au gré des « conseils » élyséens.

De la Concorde vers le Louvre, le jardin peut grossièrement se diviser en quatre zones ; le bassin octogonal et le fer à cheval qui donne sur les terrasses

de l'Orangerie et du Jeu de paume ; les bosquets ; le « jardin réservé » et les parterres autour du bassin rond ; au-delà du souterrain calamiteux, le parterre du Carrousel, jusqu'à l'arc de triomphe du même nom. Enfin deux terrasses surplombent le jardin : celle du Bord de l'eau, côté Seine, et celle des Feuillants, côté Rivoli.

Le parti de Pascal Cribier et de Louis Benech est parfaitement cohérent. Intervention minimaliste du côté du fer à cheval, où ils se contentent de reconstituer les parterres de broderies. Les seize bosquets de Le Nôtre sont conservés. Au centre de chacun d'eux, un jardin à chaque fois différent est créé dans l'esprit du jardinier de Louis XIV (hommages et non pastiches). Plus audacieux, ils imaginent à la place du « jardin réservé » et des parterres situés à proximité du bassin rond un vaste quadrilatère bordé d'arbres sur ses quatre côtés. Les fossés et les deux petites pièces d'eau disparaissent. À leur place, une vaste pelouse propice au repos, plantée d'arbres et semée de massifs fleuris.

Au-dessus du souterrain, une terrasse permet de rattraper la dénivellation qui existe entre les deux parties du jardin et de dissimuler le passage enterré. On arrive alors dans la cour du Carrousel, où des broderies contemporaines s'étalent le long de chaque aile du palais pour être admirées des étages supérieurs selon

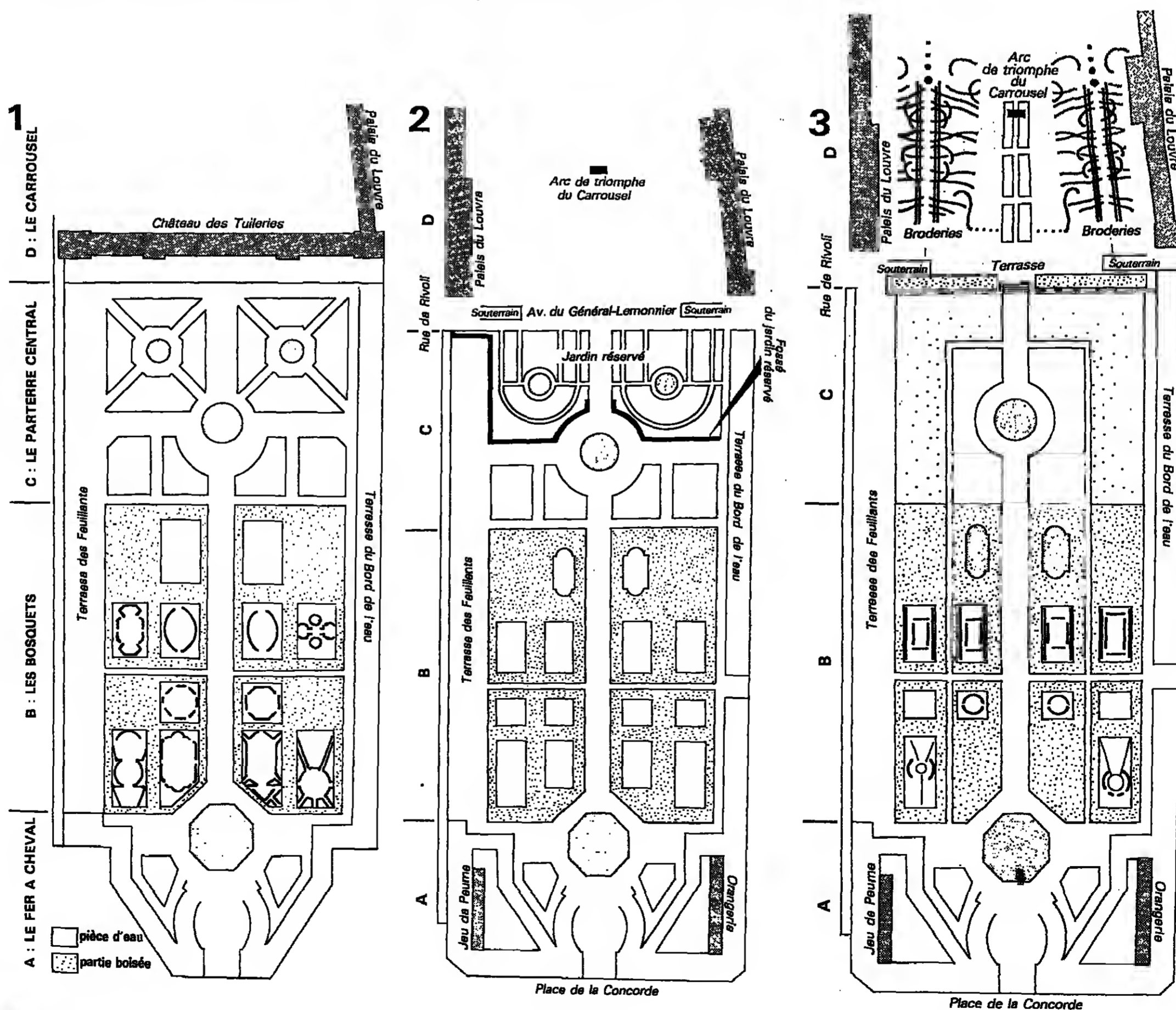
la tradition classique. Ces massifs désaxés et un parterre central, perpendiculaire au petit arc de triomphe, permettent de rattraper la dissymétrie du bâtiment.

Mais ici le traitement du sol est largement minéral, ce qui en rebute plus d'un. À commencer par leoh Ming Pei, qui voyait à cet endroit une vaste aire engazonnée propice au broyage. Et par l'Élysée, réfrégéré par cette « excessive rigueur ». L'ensemble de ce projet avait l'avantage de faire passer harmonieusement le promeneur des pavages de la cour Napoléon aux couverts des bosquets et de respecter parfaitement l'esprit sinon la lettre de Le Nôtre.

Jacques Wirtz, créateur sensible de jardins à taille humaine, dans son pays, dans le nord de la France, en Allemagne et en Hollande, et que l'on réduit un peu rapidement à un simple rénovateur des formes taillées, de l'art du topiaire et de la haie, conçoit un plan totalement différent. La cour du Carrousel est transformée en un espace couvert de gazon, fortement ondulé, avec des allées irrégulières ponctuées de haies taillées, des formes douces à l'œil comme au dos. Le long du palais, des tilleuls et des ifs taillés isolent ce jardin de la cour Napoléon, dont la sécheresse semble avoir effrayé la plupart des jardiniers.

Entre les pavillons de Flore et de Marsan, le

De Louis XIV à François Mitterrand



صلى الله عليه وسلم

JARDINS

ENTRE DANS SA PHASE ACTIVE

et la carpe belge

château détruit est évoqué par une pièce d'eau qui épouse le tracé de ses fondations. Au-delà du souterrain, habillé de pergolas, quatre jardins fleuris, très sophistiqués, sont disposés autour du bassin rond. De nouvelles pièces d'eau sont d'ailleurs créées, ici comme dans les bosquets. Reliées les unes aux autres par un système compliqué de canaux et de ruisseaux, elles doivent irriguer les Tuileries tout entières et animer des univers colorés — théâtre, restaurants, guinguettes, — souvent clos de murs, disposés au milieu des arbres. Autour du bassin octogonal, deux grandes masses de lavande. Au pied de la terrasse des Feuillants, une vaste pelouse propice aux jeux.

Le projet Wirtz fut déclaré « hors sujet » ; et celui de Cribier et Benecch paraissait le plus charpenté. Mais les mille et un conseillers du président n'étaient pas convaincus par le traitement de la cour du Carrousel et redoutaient les embellissements de la jeune équipe. Il fut donc décidé de marier les lapins français à la carpe belge. L'enthousiasme des premiers à l'expérience du second. Comme un travail commun semblait irréaliste, il fut décidé de laisser à Jacques Wirtz le soin d'aménager la partie Carrousel et d'abandonner aux deux autres lauriers le reste des Tuileries. Sous le regard sourcilieux des mille et un conseillers du président. Marc Simonet-Langlant fournit un guide-âne idéologique, tissé de symboles touffus, tandis que Patrick Bouchain, effice

« coordinateur de la mission Tuilerie », accélérât ses navettes entre les différents acteurs. De suggestions en tâtonnements, on arriva à présenter à François Mitterrand une maquette unique, qu'il devait agréer.

La copie de Jacques Wirtz est totalement différente de son projet initial. Subsiste seulement le vaste bassin qui doit rappeler l'existence du château de Catherine de Médicis. L'arc de triomphe redevient une porte : celle du parc. Il est flanqué de solides masses végétales tandis que des « collines » plantées de haies taillées l'encadrent. Cette forteresse verte s'oppose à la fatale cour Napoléon. L'arc est aussi le point de départ de six doubles « flèches », des haies d'ifs taillées qui rayonnent vers la pièce d'eau. Le long des ailes du palais, des blocs de tilleuls, taillés eux aussi, qui doivent dépasser les 10 mètres. On arrive alors à la terrasse qui cache le passage Lemonnier. Un escalier et deux rampes conduisent à ce qui était le « jardin réservé », aujourd'hui le domaine de Pascal Cribier et Louis Benecch.

Ce « jardin réservé » fut achevé sous Napoléon III par Lefuel, le dernier architecte du Louvre. Isolé du reste du jardin — ouvert au public — par un sant-de-loup, il était réservé (d'où son nom) aux hôtes du palais. Les parterres de Le Notre furent ainsi remplacés par quelques beaux arbres, mais l'ensemble, d'une conception très petite-bourgeoise, n'a jamais été très exaltant. D'autant que la disparition du château qu'il desservait lui a

ôté toute signification. Mais le souvenir de Napoléon le Petit doit rester inscrit dans la mémoire des Tuileries, affirmant en chœur les mille et un conseillers. Pas question de toucher aux fossés qui coupent inutilement le quadrilatère voulu par les deux jardiniers, ni d'effacer les allées sous un robuste gazon. Les deux jardiniers ont donc intégré allées, fossés, bassins dans leur nouveau dessin.

La bataille pour la terrasse est toujours indécise. Faut-il la planter comme le souhaitent Cribier et Benecch ou laisser le regard s'étendre jusqu'au Carrousel ? Une vue qui, de toute manière, sera vite bornée par les haies de Jacques Wirtz. Il semble que les jardiniers aient emporté l'adhésion des mille et un conseillers.

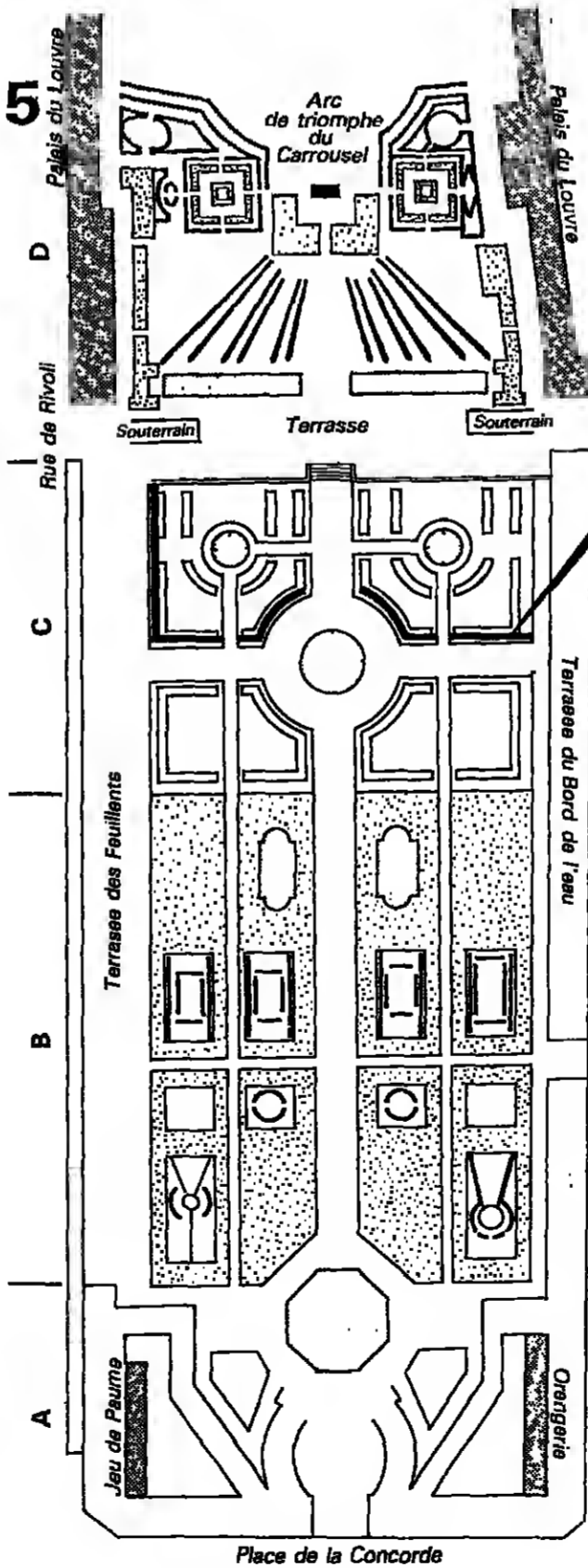
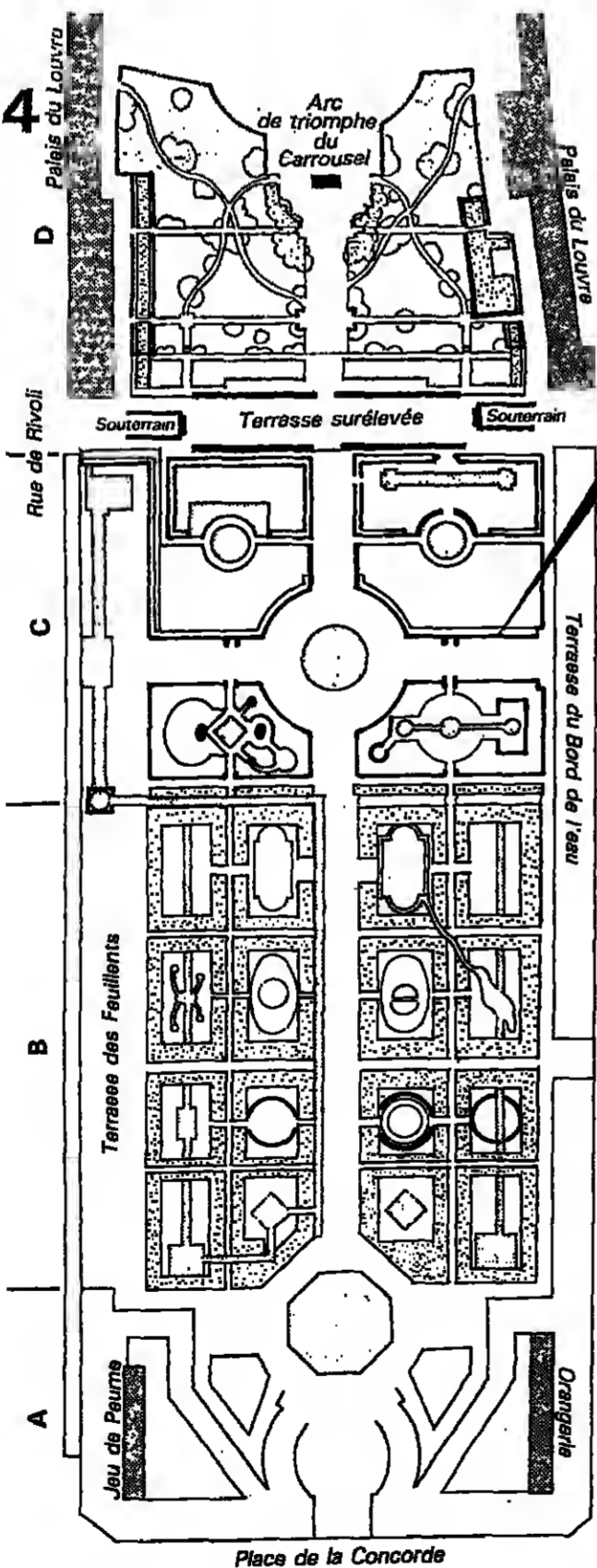
Le traitement des bosquets pose moins de problèmes conceptuels : ils accueilleront des jardins, décaissés de 1 mètre, à chaque fois différents. Il faudra en revanche abattre un grand nombre d'arbres, trop âgés ou malades, et changer entièrement le sol, aujourd'hui stérile. Plusieurs problèmes ne sont toujours pas abordés officiellement. Ils conditionnent pourtant l'avenir des Tuileries.

Que faire de la statuaire du jardin ? Au fil des années, les plus vieilles pièces se sont dégradées. D'autres plus récentes et de qualités diverses ont été installées. Récemment la commande publique a entreposé là ses laissés-pour-compte. Que va-t-on conserver de cet

assemblage hétéroclite, qui réunit les admirables « fleuves » de Coustou et de Van Clève et la série des bronzes de Maillo, mais aussi de médiocres hommages à Jules Ferry, à Waldeck-Rousseau, au capitaine Dreyfus et à Léon Blum ? La célébration des grands hommes de la III^e République est certes salutaire. Il serait néanmoins sage de prendre en compte la qualité esthétique de ces œuvres.

Pascal Cribier et Louis Benecch n'ont pas touché à la terrasse des Feuillants, ni à la vaste esplanade qui s'étend à ses pieds, estimant qu'il s'agissait là d'une respiration nécessaire entre le jardin et la ville et d'une aire de jeu incomparable. Mais servira-t-elle toujours d'emplacement pour les forains ? Si la réponse était positive, il serait sage de renoncer immédiatement à la rénovation des Tuileries, dont le coût avoisinerait les 250 millions de francs. Si l'on veut maintenir une grande roue et des montagnes russes au centre de Paris, il existe une solution : enterrer la circulation au pied de la terrasse du Bord de l'eau, à partir de la place de la Concorde et proposer aux indispensables forains la surface libérée. Une hypothèse que Gilles Clément, qui fut consulté pour le réaménagement du jardin, avait proposée. Il faudrait dans ce cas doubler l'enveloppe budgétaire consacrée aux Tuileries.

E. de R.



Il ne reste pas grand-chose des Tuileries de Catherine de Médicis, qui fit dessiner ce jardin — alors en dehors des limites de la ville. Lors des fouilles qui ont accompagné les travaux du Grand Louvre, les chercheurs mirent au jour un four et quantité de moules utilisés par Bernard Palissy pour décorer la grotte de faïence qu'il avait dans le jardin. Le Notre reprit peut-être la trame de son prédécesseur lorsqu'il redessina pour Louis XIV le jardin désormais intégré à la cité (plan n° 1). Modifiée au fil du temps, sa disposition générale est parvenue jusqu'à nous. La « proue de navire » (A) fut dotée au dix-neuvième siècle de deux bâtiments (le Jeu de paume et l'Orangerie). Les bosquets (B) perdirent leurs parures. Les parterres (C) qui s'étendaient sous les fenêtres du château des Tuileries furent coupés en deux, au moyen d'un fossé, par Louis-Philippe, et un jardin privé fut aménagé par Lefuel pour les hôtes du palais. Ce dernier, brûlé pendant la Commune, fut rasé un peu plus tard. Le jardin subsista et Edouard Guillaume transposa son dessin dans la cour du Carrousel (D), jusqu'alors simple cour pavée. L'arc de triomphe de Percier et Fontaine qui en constituait l'entrée fut encadré d'arbres pour masquer la dissymétrie du Louvre (plan n° 2). La suite logique des travaux du Grand Louvre sera la rénovation du jardin parisien laissé à l'abandon depuis des lustres. Huit équipes ont réfléchi à son réaménagement. Deux d'entre elles, tout à fait antinomiques, ont été retenues. Le projet de Pascal Cribier et de Louis Benecch (plan n° 3) reprendrait le rythme du parc à la française : parterres de broderies sous les fenêtres du château, bosquets servant d'écrins à des jardins. Ils aménageaient une vaste aire de détente à la place du « jardin réservé » et autour du bassin rond. Celui de Jacques Wirtz tournait le dos à l'histoire du jardin et privilégiait le repos, la fraîcheur, la courbe, l'eau courante et la couleur (plan n° 4). Un difficile compromis fut trouvé (plan n° 5). L'Anversois hérita finalement de la cour du Carrousel (D), mais dut entièrement revoir sa copie. Son projet est désormais architecturé de masses compactes et de tracés rectilignes. Les deux Français n'eurent guère à retoucher les tracés des deux premières zones (A et B) de leur plan, mais durent traiter le grand parterre (C) dans l'esprit du Second Empire. L'aménagement de la terrasse qui surplombe le souterrain de l'avenue du Général-Lemonnier est toujours en discussion. Sera-t-elle plantée ou non ? Le président de la République, qui s'intéresse de très près au sort de ce jardin, doit en décider.



هكذا من الالام

JARDINS

ENTRETIEN AVEC GILLES CLÉMENT, JARDINIER, BOTANISTE ET ESSAYISTE

La dynamique du végétal

Gilles Clément, jardinier, botaniste, paysagiste, professeur à l'Ecole supérieure d'architecture des jardins (ESAJ), vient de publier deux essais. Il y présente une nouvelle idée des jardins, fondée sur le « mouvement ». Mise en pratique chez lui, dans la Creuse, cette idée va être expérimentée dans le parc Citroën à Javel, aujourd'hui en chantier, dans le quinzième arrondissement de Paris.

« La Vallée et le Jardin en mouvement (aux Editions Pandora) que vous avez écrits proposent une rupture avec l'art traditionnel des jardins... »

— L'origine de cette réflexion est tout à fait empirique. Elle est née d'une observation et d'un travail effectués chez moi, dans le centre de la France. La dimension des parcs classiques était liée à la perspective, celle des jardins romantiques au cadrage pittoresque. Pourquoi ne pas utiliser l'espace de manière différente, jouer avec la vie même des végétaux, au sens strictement biologique du terme ? Cette science, qui est un apport de notre siècle, n'a, dans ce domaine, jamais été prise en compte. Grâce à elle, le jardinier pourra suivre, interpréter et orienter le cycle des plantes, variable en fonction de chacune des espèces.

— Le hasard sans la nécessité ?

— Si le hasard était seul pris en compte, ce ne serait plus un jardin mais un état de nature. J'ai dégagé un certain nombre de principes en observant des friches. Par définition, une friche est un terrain agricole abandonné. J'ai été élevé dans un univers — la Creuse — où le paysage s'est « enfiché » depuis quarante ans. L'élevage traditionnel a peu à peu disparu. Les chèvres ont abandonné leurs pâtures. Ces landes, très belles et d'une grande pauvreté — elles ont été peintes par les impressionnistes — sont devenues peu à peu des maquis plus ou moins impénétrables avant de se transformer en bosquets — la forêt est, sous nos climats, le niveau optimum de la végétation.

» Mais j'ai pu observer tous les stades intermédiaires de cette végétation : son développement naturel évolue de trois à quatorze ans après l'abandon d'un sol à lui-même. On peut accélérer ce processus et « installer » d'emblée la friche au niveau de richesse « floristique » le plus intéressant — c'est-à-dire entre sept et quatorze ans selon les cas — de la même façon que l'on crée un jardin.

» L'organisation biologique de ces friches est très précise même si elle n'est pas très apparente. Chaque espèce végétale a des raisons spécifiques d'exister : des séries floristiques cohabitent pour la conquête du sol ; certains végétaux préparent le terrain à d'autres espèces ou les protègent avant de mourir. Comme dans une friche — naturelle ou non, — il n'y a pas de limites pour séparer les « bonnes » herbes des « mauvaises », celles-ci se côtoient et s'entrecroisent. C'est le



Gilles Clément, à Javel

mode biologique de ces plantes qui va déterminer l'emplacement et la forme des masses florissantes.

» Comme ce mode biologique est variable, en fonction des espèces et du temps, ces masses florissantes suivent toutes sortes de mouvements. Il en résulte une modification permanente de l'aspect du jardin. Selon les saisons, comme dans n'importe quel jardin, mais aussi en fonction de l'apparition ou de la disparition, ici ou là, de ces masses florissantes. D'un instant à l'autre, les cheminements se transforment. Plus les cycles biologiques sont rapides, plus les espèces sont nombreuses, plus les modifications du jardin sont fréquentes. Cette succession et cet ordre — ou plutôt ce désordre structuré — doivent être gérés pour mériter l'appellation de jardin : il faut qu'il y ait une adéquation entre une dynamique un peu violente et une esthétique.

» La première fois que je me suis trouvé confronté à ce problème, c'était pour une histoire de gazon. Je voulais me soustraire à l'esclavage des tontes et des machines. Cette décision banale allait m'entraîner à étudier et à définir les contraintes de ce nouvel espace végétal architectural. Il me paraissait plus important de connaître le mouvement des fleurs, de l'enrichir, de le diriger plutôt que de le contraindre par des mécaniques très archaïques et qui font beaucoup de bruit.

— Mais, à Javel, vous allez être obligé d'installer une friche de toute pièce. N'est-ce pas très long ?

— J'ai planté à Javel (1) de grandes épines — ronces et églantiers — qui représentent le stade de la prairie « armée » quand elle a une dizaine d'années d'abandon. Puis j'ai installé une nouvelle strate herbacée avec une série floristique, de petits ligneux — des baux — de façon qu'il y ait des points fixes. J'ai imaginé un milieu sec et un milieu humide et j'ai cloisonné l'espace avec des lignes de bambous de façon qu'on n'ait pas ici l'impression d'un grand champ. Les gens doivent pouvoir se perdre dans cet espace relativement petit. L'été, les écrans végétaux de trois ou quatre mètres suffisent à donner à ce jardin des profondeurs multiples. L'hiver, ils disparaissent et j'ai besoin d'éléments qui ne participent pas à ces mouvements cycliques — d'où les bambous.

» Ce jardin d'un hectare et demi (le parc en fait une vingtaine) reste expérimental. C'est la première fois qu'une telle entreprise sera confrontée au public. Il faudra ensuite que je vérifie un certain nombre de paramètres. Ce qui est nouveau, ce qui peut bouleverser l'histoire des jardins, c'est la conception de l'espace. Elle ne se fait plus en amont mais sur le terrain. C'est l'affaire du jardinier, au moment où la nature se révèle, quand, par exemple, il s'agit de feucher certaines parties. Mais l'exploitation de cette dynamique n'est possible que si l'on a des connaissances botaniques complètes.

— Le jardinier qui imagine un jardin classique ou romantique est aussi le concepteur d'un espace.

— On peut mettre en place un jardin classique ou romantique à l'aide d'un plan, ou ce peut pas dessiner un jardin en mouvement. Il faut d'abord comprendre le milieu sur lequel on va agir. Et on va agir plusieurs fois par an, selon les cycles biologiques des espèces existantes, mais aussi selon des critères esthétiques.

— Vous êtes comme un peintre devant sa toile ?

— A cette différence près que les sujets changent tout le temps et que le jardinier doit interpréter à chaque fois ce qui lui est donné à voir. De plus, ce qui apparaît n'est pas toujours ce qu'on espérait. Ce qui déjoue toutes les spéculations.

— Il y a donc une part d'improvisation perpétuelle ?

— Tout à fait. Aussi faut-il que le jardinier, j'insiste encore sur ce point, ait une connaissance approfondie du monde végétal. Mais il me paraît plus intéressant de maîtriser une situation grâce à la connaissance plutôt que de tester des techniques à l'aveuglette.

— Le jardin en mouvement, c'est une rupture considérable avec ce qui a été fait jusqu'à présent ?

— Je n'ai fait que mettre en relation des connaissances scientifiques, acquises depuis le début de ce siècle, avec l'univers des jardins. Cette rupture est fondamentale à plus d'un titre : elle bouleverse d'abord le regard porté sur les choses. Si une plante vient à pousser à un endroit qui ne lui est pas assigné, on la regarde comme une mauvaise herbe. Avec le jardin en mouvement, on la regarde tout simplement et peut-être pour la première fois. Ensuite cette gestion de la mobilité devrait conduire l'individu à mieux intégrer son existence au mouvement biologique. Il ne s'agit pas là de déplacement de perspective comme dans le passage du jardin classique au jardin romantique, mais de l'intrusion d'un être biologique — l'homme — dans un autre monde biologique — végétal — le rapprochement et, j'espère, la compréhension de deux mondes vivants. Enfin, il y a une rupture aussi avec la moquette-gazon qui banalise aujourd'hui les jardins de façon assez triste.

» Beaucoup de choses m'échappent encore. Je souhaite que d'autres reprennent cette idée pour l'expérimenter à leur tour et peut-être en tirer des conclusions différentes que je suis incapable de faire émerger actuellement par manque d'expérience. Avec le monde végétal, il est difficile de théoriser ; il faut en passer par l'expérience. Ce qui est long et contraignant. Ce concept peut s'appliquer à des espaces de toutes tailles. En évitant que le jardin en mouvement ne se dilue dans une sorte d'espace d'accompagnement. Le parc Citroën peut avoir le sens d'une sorte de manifeste. Ce qui ne veut surtout pas dire qu'il faut tirer un trait sur les jardins dont la forme et les modes de gestion sont conditionnés par des principes plus traditionnels.

Propos recueillis par EMMANUEL DE ROUX

(1) Le parc Citroën à Javel est conçu par deux équipes : celle de Gilles Clément et de Patrick Berger, et celle d'Alain Provost et de Vignier-Jodry.

L'œuvre de l'homme et du temps

Ce n'est pas un de ces livres pour tables basses, même si l'iconographie, particulièrement soignée, est des plus abondantes : soixante-sept auteurs de sept langues différentes ont élaboré ce gros volume passionnant (1) qui entend retracer l'histoire des jardins d'Occident depuis la Renaissance, époque à partir de laquelle nous possédons suffisamment de sources. Un art naguère négligé, voire méprisé, pourtant support des mythes fondateurs de l'humanité — du jardin d'Eden aux jardins de Babylone, sans oublier ceux d'Allah, séjours éternels des bienheureux qui ont suivi la voie du Prophète. « Jardin princier, jardin public, jardin d'étude, de philosophe ou de poète, jardin privé autour d'un pavillon de banlieue, toutes les formes de ses origines sociologiques et économiques, quelle que soit son implantation, son univers propre ne trahit jamais sa vocation fondamentale : « C'est toujours le lieu d'une évasion vers l'Arcadie antique ou la paradis des premiers hommes, vers l'érmitage dans la solitude, vers le théâtre et vers la fête ». Les auteurs, citant Jurgis Baltrušaitis, rassemblent la signification profonde de ces lieux, qu'ils soient issus du Songe de Poliphile ou conçus pour le délassement des « classes laborieuses ».

Mais la rédaction sérieuse d'une histoire de cet art est une tâche compliquée. Les matériaux qui le composent sont fragiles et instables. Le jardin, c'est, paradoxalement, un art du mouvement qui a l'apparence plus à la

musique et au théâtre qu'à l'architecture dont on a trop longtemps voulu en faire un complément. Un jardin évolue sans cesse. Même les parcs classiques. Comment s'en faire une idée qui ne soit ni fautive ni caricaturale ? Que connaît-on des Tuileries de La Nôtre ? Quelques relevés contradictoires, trois ou quatre vues cavalières qui ne coïncident pas les unes avec les autres et dont on ne sait pas si elles répondent à des réalités affectives ou à des vues idéales. Les parterres de Vaux-le-Vicomte imaginés par le jardinier de Louis XIV ont été largement réinventés par les Duchêne à la fin du siècle dernier...

Aussi Monique Mosser et Georges Teyssot nous proposent-ils une mosaïque d'essais, regroupés chronologiquement, qui nous permettent de cerner peu à peu l'évolution de cet art compliqué, changeant comme le temps et presque toujours chargé d'une symbolique complexe. A travers cinq ensembles (le jardin de la Renaissance ; le classicisme et le baroque ; les couleurs des Lumières ; l'âge d'or des parcs urbains ; le parc contemporain), on passe de l'humanisme au maniérisme, du sublime au pittoresque, de l'éclectisme à la philanthropie et de l'écologie à la restauration. Chaque ensemble est ponctué de chapitres plus courts sur des thèmes divers : un motif (le labyrinthe), un lieu (le « Bnaco » d'Amsterdam), un homme (Lebrecht Migge, le réformiste du jardin dans l'Al-

lemagne moderne), un manifeste (celui de Ian Hamilton Finlay en Ecosse), une démarche (les parcs urbains dans l'Amérique de Roosevelt), une source (le cartographie au XVIII^e siècle), un mouvement (les jardins art déco).

Aucune nostalgie possédée dans cet ouvrage qui aborde la manière sereine le rococo italien comme le land art. Les plans sont nombreux et précis. Les angles sont souvent inattendus. Si aucune page n'est ainsi spécifiquement consacrée à Le Nôtre, Hélène Vénin signe une belle étude sur « La technologie et le parc : ingénieurs et jardiniers dans la France du XVIII^e siècle », qui évoque largement l'œuvre du jardinier de Louis XIV. Elle l'est encore, plus loin, par Monique Mosser qui traite de la « réinvention de Le Nôtre » par les Duchêne. Cette dernière clôture le volume avec des « livres propos sur la restauration des parcs » où elle aborde la dimension « métaphysique de l'homme-jardin » et que devraient méditer ceux qui sont chargés de cette tâche. « Ce qui ajoute encore un grand charme aux jardins, notait déjà Pierre-Adrien Pâris au XVIII^e siècle, c'est cette impression respectable de la main du temps. »

E. de R.

(1) Histoire des jardins, de la Renaissance à nos jours, sous la direction de Monique Mosser et Georges Teyssot. Editions Flammarion. 542 pages, 850 F.

GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES - GAUMONT OPÉRA (Grande salle) - REX
GAUMONT LES-HALLS - GAUMONT ALÉSIA (Gaumont Rama) - GAUMONT
CONVENTION - GAUMONT PARNASSE (Gaumont Rama) - MIRAMAR
UGC ODÉON - UGC MAILLIOT - LYON BASTILLE - SAINT-ANDRÉ DES-ARTS
PATHE CLUCHY - GAMBETTA - FAUVETTE - LA PARADE - périphérie

JEAN-FRANÇOIS STEVENIN PATRICK BOUCHITEY

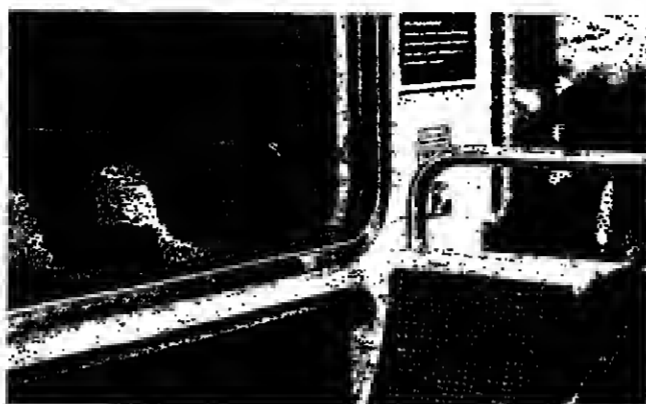


UN FILM DE PATRICK BOUCHITEY

JEAN-PIERRE BISSON - L'AMBIANCE - PHILIPPE DE PARIS - CONSCIENCE DE MARILYN - KARINE NIPS
JEAN-PIERRE BISSON - L'AMBIANCE - PHILIPPE DE PARIS - CONSCIENCE DE MARILYN - KARINE NIPS
JEAN-PIERRE BISSON - L'AMBIANCE - PHILIPPE DE PARIS - CONSCIENCE DE MARILYN - KARINE NIPS

صحن من الامل

(Publicité)



Une rame de métro...



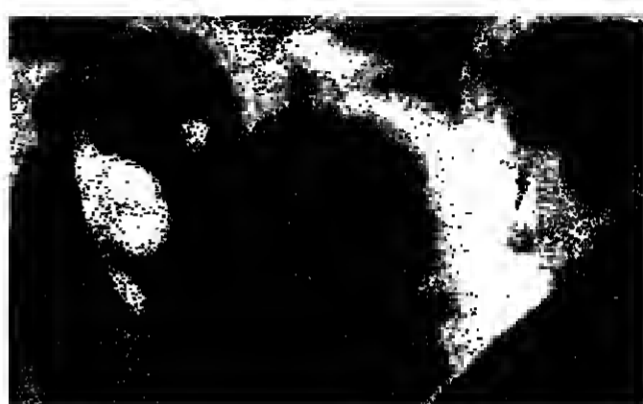
L'homme sort au moment où les portes se referment.



La femme rousse est déjà à l'autre bout du quai.



Elle disparaît au milieu des voyageurs.



Elle sent sa présence derrière elle, elle se retourne.



Il est là, elle croise son regard.



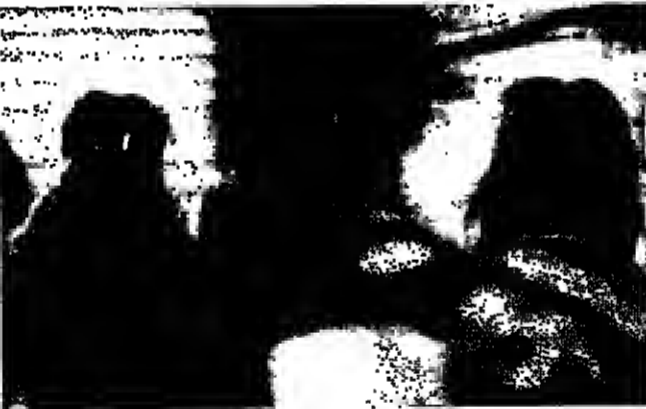
Son regard a quelque chose de commun avec le regard de cet homme. Il ne fuit pas.



Il y a peut-être du défi, le refus de se soumettre, mais il n'y a pas d'agressivité.



pas de reproche...



Elle prend le grand escalier qui mène sur le boulevard.



Il marche à deux pas derrière elle.



Il ne se cache pas, ne fait pas l'indifférent.



Elle va pour traverser le boulevard.



Elle s'arrête au passage clouté.



Elle attend avec d'autres que le feu passe au vert.



(Publicité)



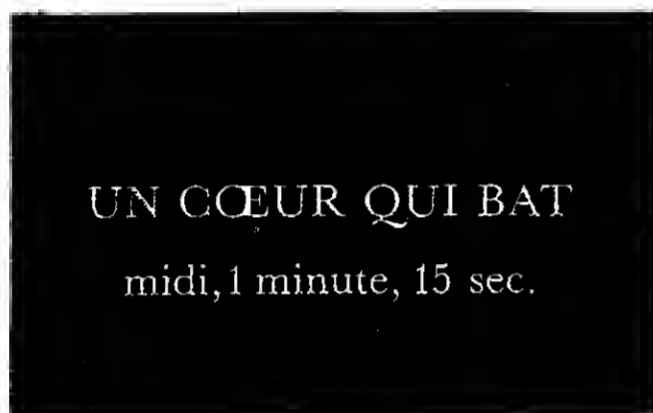
Il s'arrête lui aussi. Il reste en retrait derrière elle.



Elle sent sa présence, elle le regarde par-dessus son épaule.



Elle traverse le boulevard, contourne la place, regarde les vitrines.



Il n'est pas le premier à la regarder de la sorte.



D'autres l'ont déjà suivie dans la rue et il lui est arrivé de se mettre à courir pour échapper à la peur.



Il lui est aussi arrivé de se retourner et d'insulter l'homme qui la suivait.



Aujourd'hui, elle n'a pas peur, cet homme qui la suit ne la dérange pas, au contraire.



Au contraire? Oui.



Elle se fait cette réflexion, cette pensée l'amuse...



Elle entre dans un café-tabac pour acheter des cigarettes.



Il entre derrière elle.



Elle: "Un paquet de Camel Mild, s'il vous plaît!"



Il s'avance au comptoir. Elle pourrait profiter de ce moment pour disparaître;



mais elle veut savoir jusqu'où ira cet homme.



Non, ce n'est pas cela. Elle est en train de se mentir. Ce qu'elle veut savoir...



c'est jusqu'où elle ira, elle, avec cet homme.

صكتنا من الامل

صكنا من الامل

(Publicité)



Elle cherche une place au comptoir.



Elle: "Un café, s'il vous plaît!"
Lui: "Moi aussi, je prendrai un café."



Lui: "Vous connaissez un hôtel dans le quartier?"
Elle: "Non."



UN COEUR QUI BAT
midi, 2 minutes.



Il est si près d'elle qu'elle lève les yeux pour le regarder.



Le désir la surprend. Il est là, tout à coup si présent, entre elle et lui.



Elle se retient de lui dire:
"Oui, un hôtel, tout de suite..."



Lui: "Il doit bien y en avoir un. Vous venez?"



Elle le regarde, elle ne sait pas ce qu'elle attend pour lui répondre.



Elle: "C'est pas un peu rapide, non?"
Lui: "Non."



Elle hésite encore quelques secondes, mais sa réponse est déjà dans ses yeux.



L'homme pose la main sur son épaule comme pour l'aider à s'extraire du comptoir.



UN COEUR QUI BAT
midi, 3 minutes.



Le portier: "C'est pour la nuit?"
Lui: "Non."
Le portier lui reprend la clef...



Il prend une autre clef et la lui tend avec un petit sourire.



Le portier:
"Un cœur qui bat, c'est déjà un tambour!"

UN COEUR QUI BAT
UN FILM DE FRANÇOIS DUPEYRON
SORTIE LE 29 MAI
PYRAMIDE
UNE COPRODUCTION BACHETTE PREMIERE ET CIE - USC - RAYOL SA - EN 3 FILMS PRODUCTION - AVEC LA PARTICIPATION DU CENTRE NATIONAL DE LA CINÉMATOGRAPHIE ET DES SUEDES INVESTIMENT 2 - INVESTIMENT 3
Conception: F. Mévart - J. Reznikow

Avec Dominique Faysse • Thierry Fortineau • Jean-Marie Winling • Musique composée et interprétée par Jean-Pierre Drouot.

ÉCONOMIE

Le porc européen victime de la « Nagoya-connection »

Suite de la page 31

La dernière affaire, révélée le 15 mai par le quotidien local *Chun-chi Shimbun*, est significative non seulement par le montant de la fraude mais aussi en raison de la position de l'entreprise, l'une des plus importantes de la préfecture de Shiga, et les contacts que celle-ci entretenait avec certains groupes de discriminés (*burakumin*), ce qui rend les choses plus délicates.

La question de la communauté des *burakumin* reste un sujet tabou : discriminés au cours des siècles pour pratiquer des activités considérées comme étant entachées de souillure (notamment les métiers de la boucherie), les *burakumin* bénéficient théoriquement depuis les réformes de Meiji (deuxième partie du dix-neuvième siècle) d'un statut analogue à celui des autres Japonais. Une discrimination rampante ne s'en poursuit pas moins. S'étant constitués en puissantes organisations militantes, cette communauté a aussi à sa périphérie nombre de groupes plus interlopes dont les membres sont liés à la pègre.

Ayant fait du préjudice dont ils ont été (et sont encore) les victimes un élément de revendication, les *burakumin* ont tendance à considérer comme une discrimination tout ce qui pourrait gêner leurs intérêts, certains groupes n'hésitant pas à recourir à l'intimidation. Afin d'éviter les problèmes, les autorités, les journaux ou les personnes qui ont affaire aux *burakumin* sont très prudents.

La plupart de nos interlocuteurs à Nagoya (policiers, journalistes ou certains professionnels du marché de la viande) pensent que les trafics découverts jusqu'à présent ne sont que la partie immergée d'un iceberg. Quelle est l'ampleur réelle du trafic ? Bénéficiant-il, comme il est tentant de le penser, de soutien politique, de la complicité des douanes (précisément pour ménager les discriminés) ? Est-il le facteur déterminant de la régression des exportations danoises ? Les réponses sont loin d'être évidentes.

Il ne semble pas qu'il y ait une véritable « Nagoya connection », c'est-à-dire une organisation systématique du trafic. Les trafiquants opèrent souvent sous couvert d'entreprises de

façade et disposent de réseaux bien établis à Taïwan. Ceux qui ont été arrêtés n'avaient pas de liens connus avec la pègre. Et, pour l'instant, les appuis politiques restent du domaine de la spéculation.

En revanche, le laxisme de la douane paraît clair. Est-il dû aux pressions des *burakumin* ? C'est une hypothèse avancée dans un article documenté, publié en 1988, par la revue *Aera* : selon l'auteur, ses interlocuteurs ont admis qu'être liés à ces organisations « facilite les opérations en douanes ».

Le laxisme de la douane

Chef adjoint du service d'inspection des douanes à Nagoya, M. Tashiki Murase nous dit que la fraude fiscale est, avec le trafic des amphétamines, sa préoccupation majeure mais « qu'il est pratiquement impossible d'enquêter sur tous les importateurs de la viande. Celle-ci ne représente qu'une petite partie de importations et nous n'avons pas les effectifs suffisants : nous faisons des échantillonnages au hasard ». La police paraît plus active et moins « inhibée » à l'égard des *burakumin*, mais il faut des mois pour instruire une affaire. Selon l'inspecteur M. Shizuo Yanagisawa, « la douane n'a pas les moyens de contrôler les modes de paiement. Or c'est là la clé de ce trafic ».

Les « grands » du marché de la viande affirment avoir les mains propres : ce sont les entreprises extérieures à ces groupements qui se livrent au trafic. M. Isao Fujimura, directeur de la coopérative des grossistes de viande d'Aichi, estime que ce trafic « doit être considérable » et qu'il est dû essentiellement au système de tarifs différentiels. Il préconise à la fois des sanctions plus sévères et une centralisation des transactions sur la viande porcine, comme il vient de le faire pour le marché du bœuf.

Depuis le 1^{er} avril, le marché de la viande bovine est entièrement libéralisé et la coopérative des grossistes

d'Aichi a créé en son sein un centre de distribution ultra-moderne fonctionnant comme une sorte de Bourse, à laquelle sont reliés par ordinateurs producteurs et acheteurs.

Pour M. Fukase, vice-président de l'association des négociants de viande, « le système de tarifs différentiels est périmé et il convient une barrière non tarifaire ». M. Fukase a suggéré aux Danois de demander l'abolition de ce système. Mais jusqu'à présent les Européens se contentent de mettre en cause le trafic.

Il reste que les « grands » importateurs (qui ne réalisent que 23 % du total des importations de porc de Taïwan) ne mènent pas toujours un jeu limpide : en 1970 et 1980, des grandes maisons de commerce (dont Marubeni) ont été impliquées dans des affaires de fraude sur la viande et d'ententes préfabriquées. En outre, elles traitent aussi avec les petits importateurs. Ce trafic est-il le facteur déterminant du recul des Danois ? C'est certainement un élément. Mais il se conjugue à d'autres : notamment le prix du porc danois à la suite de la revalorisation de la couronne vis-à-vis du yen. Ensuite, intervient le report de la demande oïponne sur le bœuf (depuis 1989, la consommation de porc a diminué de 5 %). La « Nagoya connection » est-elle un nouvel exemple de l'opacité du marché nippon où semblerait à l'œuvre des forces aussi troubles que mystérieuses ? L'explication est simple : ce trafic n'en pose pas moins un véritable problème d'accès au marché nippon.

PHILIPPE PONS

CROISSANCE

M. Major prévoit une reprise mi-1991 en Grande-Bretagne

Le premier ministre britannique, M. John Major, a déclaré mardi 21 mai aux représentants du patronat (Confederation of British Industry) que l'économie britannique connaîtrait une reprise de la croissance « adre et solidement fondée » au cours du deuxième semestre 1991. M. Major a affirmé que la politique de taux d'intérêt élevés de la Grande-Bretagne portait ses effets : l'inflation est tombée à 6,4 % et sera ramenée à 4 % d'ici la fin de 1991. « Je suis certain que la lutte contre l'inflation doit rester notre priorité », a expliqué M. Major, qui a lancé un avertissement aux entreprises et aux syndicats pour qu'ils limitent les prochaines augmentations de salaires, en expliquant que « les entreprises devaient se libérer de cette mauvaise habitude de se payer elles-mêmes, tant au niveau des accords salariaux qu'à celui du conseil d'administration, avec de

REPÈRES

l'argent qu'elles ne pouvaient pas gagner ». Le président du CBI, Sir Brian Corby, lui a répondu, qu'« aucune reprise rapide n'est en vue, ni dans la production industrielle ni dans les autres secteurs de l'économie ». Il a pressé la premier ministre de réduire dès maintenant les taux d'intérêt.

COOPERATION

Des firmes étrangères autorisées à s'implanter en Algérie

Plusieurs sociétés françaises ont reçu l'autorisation de créer des sociétés mixtes ou d'installer des concessions en Algérie, a annoncé le 21 mai le Conseil national de la monnaie et du crédit (CNMC), la plus haute autorité algérienne en matière d'investissements étrangers. La demande d'agrément du constructeur automobile français Renault, qui figurait parmi les soixante-dix dossiers examinés par le CNMC, n'a cependant pas été retenue. En revanche, la firme italienne FIAT a obtenu l'accord du CNMC pour installer des concessionnaires en Algérie et engager un programme de maintenance. Parmi les firmes françaises admises à s'implanter figurent Rhône-Poulenc, SKF, Kompees, Diprochim et Diversay France.

PLAN

Le gouvernement italien adopte un ambitieux programme triennal

Le conseil des ministres italien a approuvé, mardi 21 mai à l'unanimité, un programme de gouvernement économique et financier pour la période 1992-1994, qui fixe à 3,5 % la croissance du pays et respectivement au-dessous de

4 % et 10 % les taux d'inflation et de chômage d'ici à 1994. « Les objectifs que se propose le gouvernement peuvent être jugés ambitieux mais leur réalisation conditionne la participation (à l'Union monétaire européenne), a déclaré le ministre du Trésor, M. Guido Carli.

Le gouvernement propose une sévère cure d'assainissement de l'économie sur trois exercices. Au premier poste des ressources supplémentaires figure un programme de privatisations pour 10 000 milliards de lires, soit 45 milliards de francs, dont l'annonce avait été annoncée le 11 mai et qui visait à maintenir sous le plafond des 132 000 milliards de lires (600 milliards de francs) la déficite 1991. La plupart des observateurs économiques ont accueilli avec scepticisme les objectifs gouvernementaux, considérés comme trop difficiles à atteindre en Italie.

REVENU MINIMUM

Un décret de M. Gorbatchev en faveur des plus démunis

M. Mikhail Gorbatchev a adopté le 21 mai un décret qui institue un revenu minimum destiné à « satisfaire les besoins essentiels, physiologiques, sociaux et culturels » de chacun. Selon l'agence Tass, le président soviétique donne jusqu'au 1^{er} juillet au cabinet des ministres d'URSS et aux gouvernements des Républiques pour prendre les décisions qui permettront de définir ce revenu minimum intitulé « budget minimum de consommation ». Cette mesure est destinée à « diversifier les conditions de vie », indique ce texte sans plus de précision, ajoutant que le montant du revenu minimum devra être défini « sur la base de normes élaborées scientifiquement, en tenant compte des particularités nationales et autres, ainsi que des possibilités réelles de l'économie ».

TRANSPORTS

Les profits de British Airways chutent de 62 %

La chute du trafic (-16,7 % pendant la guerre du Golfe) et le renchérissement du prix du carburant ont fait chuter de 62 % les bénéfices de la compagnie British Airways. Ceux-ci reviennent, avant impôts, de 345 millions de livres (3,4 milliards de francs) à 130 millions (1,3 milliard de francs) pour un chiffre d'affaires de 4,8 milliards de livres (48 milliards de francs) en progression de 2,5 %.

Malgré cette dégradation de ses

résultats, British Airways demeure l'une des compagnies les plus bénéficiaires d'Europe. Elle a pourtant décidé un plan d'économies qui comporte la suppression de 4 600 emplois, la fermeture de lignes déficitaires et le report de la livraison de nouveaux Boeing, car elle affronte la concurrence de trois nouvelles compagnies au départ de sa base de Londres-Heathrow : le britannique Virgin Atlantic et les américains United et America Airlines.

7 H 25. NOUVEAU VOL PARIS/BARCELONE.

Premier parti.

Premier sur place.

Premier rentré.



Iberia, le premier en Espagne. Le premier pour l'Espagne.

Depuis octobre 90, vous appréciez le premier vol Paris/Madrid de la journée. A partir du 1^{er} juin 91, vous pourrez également utiliser le premier vol Paris/Barcelone de la journée, départ 7 H 25

Orly-Sud, arrivée 9 H 00 à Barcelone. Grâce à cette nouvelle fréquence quotidienne, Iberia vous offre désormais la possibilité d'arriver très tôt à Barcelone et donc de mieux

gérer votre temps de travail ou de loisirs. Avec Iberia, vous avez ainsi l'avantage de voyager plus rapidement mais

aussi et surtout de voyager encore mieux : flotte aérienne moderne, confortable, qualité du service... Sans compter

qu'avec le nouveau vol Paris/Barcelone de 7 H 25, vous pouvez, si vous le souhaitez, effectuer un rapide aller-retour

dans la journée. Avec Iberia, le premier parti est aussi le premier sur place et bien entendu le premier rentré.



LA CHALEUR EN PLUS

